

SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>POLITIQUE INTERIEURE</b> .....	<b>2</b>
1.1	VIE POLITIQUE NATIONALE, SUITES DE LA CRISE DE 2002 .....	2
1.1.1	Parlement : commission d'enquête, projet de loi d'amnistie.....	2
1.1.2	Présidence, « mouvance présidentielle », Gouvernement.....	5
1.1.3	Opposition, revendication d'une « transition », meeting régionaux.....	6
1.1.4	Condamnés de la crise de 2002, exilés, activités politiques diaspora.....	10
1.1.5	Décentralisation, mise en place des régions, « provinces autonomes » .....	11
1.2	RELATIONS EGLISES-ÉTAT, EGLISE CATHOLIQUE, ISLAM, SECTES.....	12
1.3	LUTTE CONTRE LA CORRUPTION, BONNE GOUVERNANCE, FIABILISATION DES ELECTIONS .....	14
1.3.1	Activités du BIANCO et du CSLCC .....	14
1.3.2	Bonne gouvernance .....	15
1.3.3	Transparence du processus électoral, réforme du code électoral.....	15
<b>2</b>	<b>RELATIONS FRANCO-MALGACHE, FRANCOPHONIE</b> .....	<b>16</b>
<b>3</b>	<b>TRAITES INTERNATIONAUX, CPI</b> .....	<b>17</b>
<b>4</b>	<b>DROITS HUMAINS</b> .....	<b>18</b>
4.1	PRISONS .....	19
4.2	INSECURITE, LUTTE CONTRE LE TERRORISME .....	20
<b>5</b>	<b>EDUCATION</b> .....	<b>21</b>
<b>6</b>	<b>MEDIAS</b> .....	<b>21</b>
<b>7</b>	<b>SYNDICALISME</b> .....	<b>21</b>
<b>8</b>	<b>ECONOMIE</b> .....	<b>22</b>
8.1	BANQUE MONDIALE, FMI, BAD, ECOSOC.....	22
8.2	CRISE BUDGETAIRE, ANNULATIONS DE CREDITS.....	23
8.3	BAILLEURS DE FONDS, COOPERATION .....	23
8.4	INVESTISSEMENTS ETRANGERS.....	24
8.5	CRISE DU RIZ.....	25
8.6	PROBLEMES ENERGETIQUES ET CRISE DE LA JIRAMA .....	25
8.7	INTEGRATION REGIONALE, COMESA. COI .....	26
8.8	SITUATION ECONOMIQUE, CONJONCTURE, DEVELOPPEMENT .....	27
<b>9</b>	<b>MENACES SUR L'ENVIRONNEMENT</b> .....	<b>29</b>
<b>10</b>	<b>SANTE PUBLIQUE</b> .....	<b>29</b>

# 1 POLITIQUE INTERIEURE

## 1.1 Vie politique nationale, suites de la crise de 2002

**La pauvreté du débat politique :** dans ce pays, riche d'une longue tradition orale, on ne peut que déplorer l'absence de véritables débats de société. Il n'y a pas de débats sur le néocolonialisme, la protection des investissements, la condition des enseignants, la politique rizicole, les privatisations, le financement des partis politiques, l'adoption internationale, le chômage des jeunes, la politique culturelle, le pouvoir judiciaire, les pensions de retraite, l'insécurité, la laïcité, la réforme foncière, les atteintes à la liberté de la presse... *Est-ce la parole ou l'absence de débats qui a appauvri le dialogue social jusqu'à le tuer à Madagascar ?* La question se pose avec acuité au moment où les ténors de la politique présentent leur candidature à la prochaine élection présidentielle. Le débat public n'est jamais aussi pauvre que pendant les campagnes présidentielles. Les joutes oratoires mêlent pseudo arguments juridiques, données statistiques erronées, fausses positions morales, mensonges grossiers et paraboles religieuses au rabais, le tout saupoudré d'un marketing politique simpliste et arrosé d'un zeste de détournements de biens publics. (D'après La Gazette du 03/10/05)

### 1.1.1 Parlement : commission d'enquête, projet de loi d'amnistie

**La commission d'enquête abandonnée :** vu l'isolement de quelques membres du comité pour le redressement de l'image de l'Assemblée nationale (CRIAN). La commission plénière a rejeté le maintien de la Commission d'enquête parlementaire chargée de réunir les preuves contre la direction de l'Institution sous la conduite du président Lahiniriko. « *Le Bureau permanent va réviser son rapport avec tous les députés de l'Assemblée, avec une meilleure organisation et une gestion améliorée de la logistique* ». Ainsi est née **une sorte d'entente entre le bureau permanent et les élus**. Mais si la majorité a adopté l'abandon de la commission d'enquête, **la minorité formant le noyau dur du CRIAN, n'a pas voulu participer à la commission plénière**. Quoi qu'il en soit, Lahiniriko se trouve soulagé mais pas totalement à l'abri car **des membres du CRIAN envisagent de l'attaquer en révélant « des preuves »... hors institution**. (D'après Midi du 06/10/05)

**Contre toute attente, les députés initiateurs de la motion de destitution sont prêts à oublier les divergences** qui ont terni ces derniers temps l'image de l'Assemblée nationale. Ils sont finalement conscients qu'il est urgent de s'attaquer au gouvernement dont l'échec n'est plus à démontrer et lancent un appel au pardon réciproque. Chrétien qu'il est, le président Lahiniriko est prêt à leur pardonner. Des mauvaises langues essaient par tous les moyens d'insinuer que le président de l'Assemblée nationale est de mèche avec l'opposition. (D'après Tribune du 07/10/05)

**Chantage au parlement - loi de finances contre avantages :** l'Assemblée nationale compte mettre la barre très haut pour son budget 2006, elle brandit la menace d'un boycott du budget de l'Etat pour faire valoir son "rang" devant l'Exécutif. **L'Assemblée nationale compterait réclamer un budget de près du double de l'année en cours pour l'exercice 2006**. "Les avantages demandés par les députés sont tels qu'il est difficile pour le gouvernement de les honorer", déplore un député membre du noyau dur du Comité pour le redressement de l'image de l'Assemblée nationale (CRIAN). Les députés poussent trop loin le bouchon au goût du CRIAN. L'opposition s'engouffre dans la brèche. Elle avoue vouloir "soutenir le président de l'Assemblée nationale pour ses efforts dans le redressement de l'image de cette institution". (D'après L'Express du 07/10/05)

**Ravalomanana/Lahiniriko : discordes sur l'amnistie ?** Rejetée par les députés TIM, l'amnistie revient de nouveau sur le tapis à l'Assemblée. La conférence des présidents a décidé de reprendre le projet qui a fini en queue de poisson en fin 2004 après d'intenses débats et de manœuvres juridiques. Elle a d'ores et déjà prévu d'inscrire à l'ordre de jour de la session de l'Assemblée le *projet de loi d'amnistie sur la crise 2002 et celui sur le financement des partis*. Ce serait le président de l'Assemblée lui-même qui aurait pesé de tout son poids pour avoir l'accord ferme de l'assistance pour inscrire ces sujets dans le programme de l'Hémicycle. Jean Lahiniriko a été convoqué le lendemain même par le Président de la République. On s'étonne de la coïncidence. *Marc Ravalomanana voudrait-il monnayer le maintien au pouvoir du président de l'Assemblée nationale à la décision de ce dernier d'abandonner son projet de relancer l'amnistie ?* (D'après La Gazette du 03/10/05)

*Le président de la République aurait demandé à M. Lahiniriko d'arrêter son projet d'inscrire l'amnistie à l'ordre du jour de la Chambre basse.* M. Ravalomanana aurait avancé le risque encouru par le Numéro 3 du régime en cas d'échec de l'initiative. Son vis-à-vis aurait insisté en expliquant que le projet de loi doit être sélectif en excluant les crimes de sang tels que ceux perpétrés par le tristement célèbre Koutiti lors de la crise de 2002. Devant le refus du président de l'Assemblée nationale, la dissolution de cette dernière serait la solution, commentent nos sources en rappelant par ailleurs la menace de mort qui continuerait de peser sur Jean Lahiniriko. (D'après La Gazette du 18/10/05)

**Tensions autour de la loi d'amnistie - Les sénateurs placent la barre très haute :** ils ont lancé un message fort à leurs homologues de la Chambre basse et comptent peser de tout leur poids pour l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale de "leur" loi d'amnistie votée en 2004. Ils sont allés jusqu'à sommer leur président Rajemison Rakotomaharo d'intervenir auprès de sa famille politique [le TIM], pour débloquer la situation. Les sénateurs AREMA, Leader-Fanilo et indépendants ont voulu ainsi "rassurer" les députés de leur volonté de les appuyer dans leur démarche. Ils s'engouffrent dans la brèche ouverte par Jean Lahiniriko au début de la session. Le président de la Chambre basse a "promis" l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale de la proposition de la loi d'amnistie. *Mais l'intervention des sénateurs de l'opposition risque de heurter le parti majoritaire.* (D'après L'Express du 19/10/05)

**Pour cause d'amnistie les sénateurs AREMA rompent la trêve :** des sénateurs membres des partis AREMA et Leader Fanilo ont donné une conférence de presse concernant leurs positions actuelles sur la vie politique. « *Le projet de loi sur l'amnistie est le seul moyen de résoudre les problèmes* ». Aussi *l'éventualité d'une crise au Sénat n'est plus à écarter*, comme si le vent de fronde de la Chambre basse contre le bureau permanent soufflait désormais sur le Sénat. Toujours selon ces sénateurs, *le vote du budget 2006 sera boycotté si ce projet d'amnistie ne passe pas à l'Assemblée nationale.* (D'après Les Nouvelles du 19/10/05)

**Les députés ont exclu la loi d'amnistie de l'ordre du jour.** Malgré le forcing de l'opposition, la majorité des députés TIM rejettent l'examen de la proposition de loi d'amnistie. L'intervention de quelques sénateurs, la veille, en direction de leurs pairs n'a pas réussi à inverser la tendance à l'Assemblée nationale. Ces sénateurs promettent dès lors de passer à l'acte. Les groupes parlementaires Arema, Leader-Fanilo et Indépendant se sont engagés à répondre "aux mains tendues des députés et de Jean Lahiniriko, président de la Chambre basse". Ils ont sommé le président du Sénat, d'intervenir auprès des députés TIM pour inscrire à l'ordre du jour la proposition de loi sur l'amnistie. (D'après L'Express du 20/10/05)

**Débat sur l'amnistie : l'histoire a jugé, il n'y a pas d'appel.** Le courage politique, c'est aussi le courage de poser les bonnes questions, les vrais problèmes. *L'amnistie est-elle plus importante aujourd'hui pour Madagascar que son développement et sa stabilité politique ?*

Peut-on sérieusement affirmer que sans amnistie il n'y aura pas de développement ? En quoi le retour des exilés politiques serait-il bénéfique pour la croissance et la recherche de solution aux difficultés de la Jirama, du prix du riz ou des carburants ? Il est de notoriété publique, à l'intérieur comme à l'extérieur, que le régime Ratsiraka est directement responsable de l'appauvrissement du pays, que les années d'un rouge pourtant délavé, ont manifestement contribué au recul du pays et de sa population dans tous les domaines. Et si le crime économique contre un peuple est condamnable, car il a fait des victimes, jamais chiffrées, mortes de faim ou de dénuement extrême ou faute de pouvoir se soigner, le génocide culturel l'est encore plus. Le jour venu, le président Marc Ravalomanana n'aura droit à aucune mansuétude, ou "amnistie", si jamais il n'apporte pas la preuve qu'il a amélioré la situation des Malgaches qui ont placé leur confiance en lui. *Entrer dans le cycle de l'amnistie, c'est exonérer à jamais, au nom d'une jurisprudence d'Etat, les futurs dirigeants du pays de leurs fautes éventuelles.* L'amnistie, c'est en quelque sorte un verdict d'impunité à perpétuité ! Quand l'histoire a jugé, il n'y a pas d'appel. (D'après Les Nouvelles du 20/10/05)

**Loi d'amnistie : «Une manœuvre de déstabilisation», selon Mamy Rakotoarivelo vice-président de l'Assemblée nationale.** Il a qualifié la proposition de loi comme étant une manœuvre de déstabilisation orchestrée par les membres de l'opposition. Le but de cette opération, selon cet élu, est de fragiliser voire même diviser le parti présidentiel. (D'après Tribune du 21/10/05)

**Loi sur l'amnistie : le TIM avoue ne pas être encore prêt.** Il estime en effet *qu'aucun des antagonistes de la crise de 2002 n'est encore disposé à faire le grand pardon.* « De plus, l'attitude des opposants, qui profèrent des menaces à l'encontre du président du Sénat, est totalement contraire à l'esprit de l'amnistie. ». Répondant à l'ultimatum des sénateurs AREMA, le parti présidentiel n'accepte aucune contrainte visant à l'examen d'une telle proposition. Pour le moment, les grâces présidentielles existent pour pallier.

*D'autre part, le TIM ne pense pas qu'il soit opportun d'engager la révision du code électoral ni de légiférer sur les partis politiques.* Il rappelle que "c'étaient ceux qui réclament aujourd'hui le changement de cette loi qui ont élaboré ces textes. Il n'est pas convenable de rectifier les lois pendant la période d'effervescence » (D'après La Gazette et Les Nouvelles du 24/10/05)

**Le TIM seul contre tous !** Comme il fallait s'y attendre, le TIM est allé à contre-courant de l'opinion majoritaire sur le code électoral. Comme l'AREMA en son temps, le parti présidentiel commence, avec ce refus, à s'enfermer dans un piège. Comme l'AREMA du temps de sa «grandeur», le TIM croit avoir raison contre tous. Les événements post-électorales de 2001-2002 ont notamment pour origine l'actuel code électoral. *Il est vrai que le TIM a tiré un certain bénéfice de ces événements puisqu'ils lui ont permis de ravir le pouvoir.* Mais c'est vite oublier que si le parti se trouve là où il est aujourd'hui, c'est aussi grâce aux apports des autres partis qui dans l'ensemble, réclament cette révision du code électoral. (D'après Midi du 25/10/05)

**Les pro-amnistie taxés d'illogique et d'arrogance :** pour le TIM, « Ce n'est pas l'amnistie en soi qui est condamnable. C'est plutôt l'attitude de ses partisans avec leur ton menaçant et arrogant. C'est la manière dont ils réclament l'amnistie qui nous gêne. Ce qui prouve ce qu'on a toujours avancé : les deux parties ne semblent pas encore prêtes. Elles exigent l'amnistie en se comportant comme si, en définitive, elles ne voulaient pas que l'Etat s'y soumette ». Pour le Tim, « **le pardon collectif** » devrait requérir de la part des deux parties des concessions. Ce qui signifie qu'exiger une amnistie à une majorité, d'une part, et lui imposer une « Transition », après, d'autre part, résultent d'un processus illogique et insensé. (D'après Midi du 28/10/05)

**L'AVI décide de déposer sa proposition de loi relative au code électoral malgré le refus annoncé du TIM.** "Le refus de débattre un sujet hautement politique à l'Assemblée nationale, c'est

*renier le rôle qui échoit aux députés", plaide le président de son groupe parlementaire. La démarche aboutirait ainsi à **mettre le TIM au pied du mur, au nom de la "bonne gouvernance"**. Mais ce n'est pas la seule entité à souhaiter la révision ou l'élaboration d'un nouveau code électoral. Le FFKM est également en train d'élaborer son projet. D'autres entités, dont l'opposition ou le KMF-CNOE se sont également prononcées pour ce changement. (D'après L'Express du 26/10/05)*

### **1.1.2 Présidence, « mouvance présidentielle », Gouvernement**

**La mouvance présidentielle sceptique sur le régime de transition :** méfiants, les partis constituant la mouvance présidentielle, ont accueilli avec une tiédeur l'idée de transition souhaitée par l'opposition. La réplique de cette première confirme le fossé entre les deux camps. *Ils s'interrogent sur les tenants et aboutissants de la transition voulue par l'opposition* avant de dénoncer "les incohérences" du projet. « Si c'est une transition politique, pourquoi ne pas attendre l'élection de 2006 en installant des balises comme le changement du code électoral ? ». Le conseiller du Président, Moxe Ramandimbilahatra, ne mâche pas ses mots : «*Ce ne sont pas ces personnes, qui ont fait preuve d'incompétence, au vu de leurs expériences du pouvoir, qui vont donner des leçons à la population.* (D'après L'Express du 05/10/05)

**Présidentielle - Le Teza de Moxe Ramandimbilahatra encourage la candidature de Ravalomanana :** il "encourage Monsieur Marc Ravalomanana à prendre ses responsabilités et à se présenter aux prochaines élections présidentielles". Le Teza précise que cette déclaration "n'est qu'un acte d'encouragement" mais avec l'offensive de l'opposition et son refus d'aller aux urnes avant une transition, une telle aura des conséquences politiques. Pour l'instant, le chef de l'Etat ne s'est pas encore prononcé sur le sujet. Ses déplacements à l'intérieur du pays donnent pourtant l'impression d'une *préparation de terrain pour une deuxième candidature.* (D'après L'Express du 08/10/05)

**Présidentielles : la course est ouverte.** *Les camps politiques proches du régime commencent à bouger pour inciter l'actuel Président Ravalomanana à se présenter.* Selon le président du Sénat, le Président Ravalomanana a promis de faire reculer la pauvreté et il avait besoin d'un autre mandat pour continuer son œuvre. L'opposition veut une période de transition avant la tenue des élections. Elle a réussi à réunir des milliers de personnes à *Toamasina mais le mouvement de contestation ne peut réussir que s'il part de la capitale.* L'opposition risque pourtant de ne pas avoir l'autorisation voulue pour organiser un meeting à Antananarivo. (D'après Matora du 10/10/05)

**Election présidentielle : entre le 20 novembre et le 10 décembre 2006 ?** Les principaux motifs, pour expliquer une telle anticipation, auraient trait à la tenue, en 2007 dans le pays, des Jeux des Iles et de diverses réunions internationales. Mais *le principe de cette tenue d'une élection présidentielle anticipée aurait été arrêté pour éviter de tomber dans le piège constitutionnel* posé par les fameuses dates du 22 février et 6 mai 2002. En effet, si la présidence de la République choisirait le 22 février 2002 comme la date légale de l'installation de Marc Ravalomanana, c'est qu'elle renie d'office la tenue de la seconde investiture du 6 mai 2002. Et si elle choisira cette dernière date, c'est qu'elle avoue avoir perpétré de l'usurpation de fonction entre le 22 février et le 6 mai 2002. Dilemme ! (D'après La Gazette du 10/10/05)

**Jacques Sylla annonce la présidentielle pour fin 2006-2007 :** les propos PM mettent en exergue *l'hésitation du régime dans la gestion de ce gros dossier.* Jacques Sylla justifie la fourchette qu'il a livrée à RFI par le respect d'un "minima et d'un maxima". Selon la loi, "l'élection du Président de la République a lieu 30 jours au moins et 60 jours au plus, avant

*l'expiration du mandat du président en exercice". Toujours d'après la loi, le mandat présidentiel doit prendre fin 5 ans après à sa prestation de serment. Et c'est là que le bât blesse. **Le dossier relatif aux 2 investitures du Président de la République en exercice n'est pas encore évacué.** Marc Ravalomanana **semble écarter la tenue d'une élection anticipée.** Cette dernière option "nécessite trois conditions, à savoir l'existence d'une opportunité, l'insuffisance du fonds pour organiser la consultation populaire et surtout l'existence d'une crise, ce qui n'est pas le cas", précise-t-il. (D'après L'Express du 27/10/05)*

**Voninahitsy Jean Eugène, député d'opposition, parlant de Marc Ravalomanana :** "Il clairotte avec fierté l'obtention de fonds de l'étranger. Et pourtant il s'agit de fonds réservés aux pays les plus pauvres..." (D'après La Gazette du 08/10/05)

### **1.1.3 Opposition, revendication d'une « transition », meeting régionaux**

**Les transitions à Madagascar : les bons et les mauvais chefs.** Les chefs de la coalition tripartite (CRN-SPDUN-RFN) ont bien spécifié *le profil du dirigeant de transition de leur rêve*. Ils souhaitent installer à la barre une personnalité qui n'exploite pas la transition à son profit, qui organise de façon honnête et désintéressée les élections qui vont désigner le chef d'Etat définitif. **La crainte de la coalition est de voir s'installer à la barre un chef de transition qui s'incruste.** Madagascar a connu, dans son histoire récente, 3 transitions bien, qui ne sont pas des exemples à suivre pour 2 d'entre elles. Le seul bon exemple est celui de Guy Willy Razanamasy, Premier ministre, qui assura la transition après le mouvement populaire de 1991, en charge de l'organisation de l'élection présidentielle de 1993. Si beaucoup de transitions ici se sont terminées en queue de poisson, c'est parce que leurs chefs se sont subitement mués en... requin. (D'après La Gazette du 01/10/05)

**La transition veut dire l'éternel recommencement du chaos.** Ou plutôt *le statu quo de toutes les activités* (sauf politiques et pour cause) qui tourneront au ralenti. C'est vrai qu'un peu plus ou un peu moins pour la population, cela revient au même, compte tenu de la situation actuelle. L'oiseau de cette transition est rare. Une personnalité de la trempe d'un certain Guy Willy Razanamasy. Elle n'aurait pas besoin de faire l'unanimité mais forcerait le respect. La recherche risque d'être longue pour l'opposition. En attendant les tenants du pouvoir peuvent se frotter les mains. **Car une transition sans personnalité ne représente pas de menace.** (D'après Matvonline du 01/10/05)

**Ce n'est pas pour la première fois que l'opposition réclame la transition.** Le plus étonnant est la *qualification de « démons » attribuée par l'opposition aux tenants du pouvoir.* L'ancien Président de la République empêché d'exercer ses fonctions pour inconstitutionnalité, Albert Zafy, a même parlé d'exorciser les dirigeants actuels. **Pour l'opinion publique, la plupart des dirigeants des 3FN sont des « has been ».** Ils ont fait leur temps en politique. Il y a l'ancien Président empêché pour inconstitutionnalité, l'ancien président de l'Assemblée nationale, un dinosaure de la politique qui change constamment de veste, le député Voninahitsy qui a été déjà écroué pour l'émission de chèques sans provision... (D'après Madera du 01/10/05)

**Une transition vers qui et pourquoi ?** L'exigence de l'opposition d'obtenir du pouvoir un gouvernement de transition avant les prochaines échéances électorales, *c'est d'abord pour elle d'avoir une part du gâteau, puisque cette demande n'est assortie d'aucun programme sérieux de redressement économique du pays.* Et, ensuite, une transition vers qui ? Et pour quoi ? Où a-t-on vu qu'un régime en place prépare et favorise le transfert de pouvoir vers ses adversaires ?! C'est aussi un peu sous la *forme d'un chantage adressé au président de la*

*République* que cette demande est formulée puisque, sous-entendu, elle lui assurerait *la tranquillité sociale* qu'il n'aura peut-être pas pour organiser sa réélection. Mais on sait que tous les grands mouvements politiques que le pays a connus sont d'abord partis spontanément du peuple avant d'être récupérés tant bien que mal par l'opposition. Si jamais il devait être mis en place un nouveau gouvernement, neutre, indépendant, chargé d'organiser les prochains scrutins, *mieux vaudrait que la proposition vienne de l'Assemblée nationale*. (D'après *Les Nouvelles* du 03/10/05)

#### **Élection présidentielle - L'AREMA courtise les 3FN pour propulser Pierrot Rajaonarivelo :**

Le parti mise sur l'option transitoire pour la réhabilitation politique de son secrétaire national. *"Le régime transitoire proposé par les 3FN reste la solution contre le harcèlement juridique et politique à l'endroit de Pierrot Rajaonarivelo"*, prône Samuel Ralaidovy, son coordonnateur. Pour l'AREMA, la *"table rase"* de ce régime lui offre l'opportunité de disposer *"à plein temps"* de son secrétaire national en exil. De ce fait, *le parti milite en faveur de l'adoption de la solution de la transition proposée par les 3FN*. La présence des éléments du parti du précédent régime au sein des trois entités composant l'alliance de l'opposition en est l'illustration. (D'après *L'Express* du 08/10/05)

**AREMA. L'ancien parti de l'avant-garde agonise. Les prétendants à l'héritage se disputent les lambeaux.** L'histoire politique du pays veut en effet que le parti au pouvoir vole en éclats après l'éclipse définitive du fondateur. En fait, un parti présidentiel (PSD ou AREMA ou TIM actuellement) sert tout simplement à *la justification de l'arrivée aux commandes d'un homme* et de sa clique. Pareillement pour la création de l'AREMA en 1979. Un président sans parti étant inconcevable, Didier Ratsiraka avait décidé de le créer après son arrivée à la barre, d'autant que les autres partis existants avaient refusé la création d'un parti unique. Au crépuscule de sa vie, on voit mal Didier Ratsiraka se porter au chevet d'une formation qui n'était d'ailleurs qu'un simple instrument à son service. Aujourd'hui donc, l'AREMA est à la dérive. Les rangs du parti sont devenus clairsemés après les nombreuses défections de ces trois dernières années. (D'après *Midi* du 29/10/05)

**Régime de transition : forme encore floue.** Kolo Rolland, sénateur AREMA, ignore les détails de la transition souhaitée par son camp. L'homme a pourtant siégé aux conférences organisées par la coalition tripartite. Voici, ses propos : *"J'ai été présent à la conférence, mais je n'ai pas bien compris la formule de transition qui sera adoptée. En général, le président de la République reste en place, mais est assisté par un gouvernement d'union nationale. Je ne sais si c'est ce système qui sera appliqué"*. (D'après *La Gazette* du 08/10/05)

**Marc Ravalomanana et la « transition » :** interpellé sur la montée en puissance de l'opposition, avec comme preuve la réussite du meeting que le «3FN» a organisé à Toamasina, le président a indiqué qu'il n'a rien à craindre. *«Je ne connais même pas ces gens-là ni leur projet. D'ailleurs, tous les bailleurs de fonds ont confiance en moi»*, a-t-il souligné. Le président n'a pas mis la forme pour rabrouer les opposants qui se sont piqués d'en appeler à une transition sans lui à Madagascar : *" si vous croyez que vous êtes ici en Côte d'Ivoire, vous vous trompez "*. (D'après *Tribune* du 14/10/05 et *Faso.net* du 17/10/05)

**Mouvement des Jeunes patriotes :** *« Nous sommes résolument contre l'installation d'un régime de transition »* a déclaré l'association MJP. Pour appuyer cette affirmation, ils ont avancé la thèse selon laquelle un tel régime ferait fuir les bailleurs de fonds, d'une part et que l'acceptation par tous de l'alternance du pouvoir, base de la démocratie, suppose la continuation du mandat de Ravalomanana jusqu'aux élections, d'autre part. (D'après *La Gazette* du 15/10/05)

**Le meeting des 3 FN de Toamasina a failli mal tourner** : l'entrée du stadium était barrée par les éléments de l'EMO/Fiv - équipés de boucliers - qui interdisaient l'accès au site, *faute pour les manifestants d'avoir obtenu une autorisation* en bonne et due forme. Le barrage des forces de l'ordre a cédé face à la foule qui a pu alors s'engouffrer à l'intérieur du stade. En attendant d'éventuelles (pour)suites judiciaires, le meeting a pu finalement se tenir, avec des discours axés sur la nécessité de mettre en place la Transition « *d'ici la fin de l'année au plus tard* ». Les organisateurs sont par ailleurs déterminés à exiger *la réouverture des 3 radios privées*, dont le procès a été renvoyé au 13 octobre. (D'après Midi du 10/10/05)

*Avec cette "victoire" à Toamasina, l'opposition croit avoir franchi une étape.* Mais apprenant la stratégie des 3FN consistant à étendre ces manifestations à d'autres régions, le gouvernement pourrait également rectifier le tir "sur le devoir de l'Exécutif à défendre la population d'une tentative de renversement du régime, conduisant à une grande perte pour la Nation", selon le *général Soja*, ministre de l'Intérieur et de la réforme administrative. (D'après L'Express du 12/10/05)

**Révoltes militaires à craindre !** Après les événements de Toamasina qui ont marqué le meeting de l'opposition, l'Armée est en ébullition. La manifestation des 3 FN a porté un coup à l'Armée qui risque de traverser une mauvaise passe. *Les éléments de l'Armée, contrairement à ceux de la Police et de la gendarmerie, ont désobéi aux ordres du commandant de la gendarmerie de bloquer le portail du stadium* pour empêcher le meeting des 3FN. la "Grande Muette" est malade et elle n'attend qu'un déclic pour faire entendre sa voix. Des casernes sont actuellement en effervescence et des révoltes sont à craindre après ces événements "révélateurs" de Toamasina. Lors de sa dernière visite à Toamasina, le président de la République Marc Ravalomanana lui-même a reconnu que les militaires ont faim. *Le régime est en train de monter une véritable bombe à retardement contre lui-même.* Cette politique discriminatoire dont est victime l'Armée *profite à l'opposition* dont l'objectif est de mettre en place coûte que coûte et par tous les moyens (tous les moyens sont bons) avant la fin du mois de novembre, l'autorité de transition. (D'après Tribune du 11/10/05)

**Meeting de l'opposition - incidents à Toliara** : après le dernier conclave des PDS au ministère de l'Intérieur, le pouvoir a *décidé de laisser l'opposition s'exprimer plus ou moins librement*. Si la manifestation a été interdite à Toamasina, elle n'a pas été empêchée à Mahajanga. Celle de Toliara a même été officiellement autorisée. *Il a fallu que les 3FN, sous la conduite d'Albert Zafy, décident d'investir une zone interdite pour que les forces de l'ordre réagissent.* La prochaine rencontre prévue à Antsiranana s'annonce explosive. (D'après L'Express du 24/10/05)

**Un colonel a failli être lynché.** Le pire a été évité de justesse. Abandonné par ses éléments, un colonel de la gendarmerie a failli être lynché par les manifestants lors du meeting organisé par l'opposition. Suite à une échauffourée, cet officier supérieur, a été encerclé par une foule en délire. Apparemment, *la désertion commence à gagner du terrain au sein des forces armées.* A Toamasina, les manifestants avaient facilement défoncé les barricades militaires. Le moral des soldats n'y était pas. En réalité, ils ne sont pas prêts à affronter les manifestants en dépit de l'ordre donné par leur supérieur. A Toliara, la débandade a été de nouveau au rendez-vous. (D'après Tribune du 29/10/05)

**3FN : rééditer le schéma de 91 !** Après Toamasina, Mahajanga et Toliara, la prochaine étape des 3 FN sera Antsiranana où ils comptent tenir leur quatrième meeting consécutif dans les chefs-lieux de province. Visiblement, les actions de la plate-forme commune de l'opposition partent des provinces, *avant de remonter sur les Hautes Terres.* La conquête de Tana s'annonce difficile puisque c'est dans la capitale que se font et se défont les régimes. C'est



une véritable *course contre la montre pour les 3 FN* qui tablent sur la mise en place d'un régime de transition, d'ici la fin de l'année. Les politiques sont habitués à ces *effets d'annonce*, depuis 1991 où l'on prédisait, presque tous les jours sur la Place du 13 mai, la chute de l'Amiral (D'après Midi du 25/10/05)

**L'Opposition reçue à l'ambassade américaine :** 9 membres de l'opposition «3FN» ont été invités par des diplomates américains en mission depuis quelques jours dans le pays. Cette rencontre entre dans le cadre de la mission d'information du «Desk Office of East Africa». Emmanuel Rakotovahiny a expliqué que transition ne signifie pas anarchie et qu'elle ne va pas à l'encontre de la démocratie comme on voudrait le faire croire. La transition n'est pas non plus l'occasion de préparer ni d'accaparer des sièges. Les Américains ont également posé *l'hypothèse d'une non- transition*, avec organisation des élections présidentielles sans préalable. E. Rakotovahiny, a déclaré que *dans ce cas l'opposition n'y participera pas*. (D'après Midi du 12/10/05)

**Inflation d'ultimatums chez certains opposants. Le langage prend une tournure va-t-en guerre !** Les opposants sont passés maîtres dans l'art de la *surenchère*. Après l'annonce de la fin du pouvoir avant le 26 juin (ce qui n'a pas eu lieu), ils reviennent à la charge. Et prédisent, à ceux qui veulent les croire, l'écroulement de leurs adversaires politiques dans deux mois. *Des propos qui ne font pas le poids* face aux exigences de la situation socio-économique et politique du pays. La nature même de la composition des opposants et des groupes d'opposants, issus de familles politiques opposées voire antagonistes, explique cette surenchère peu crédible. (D'après Midi du 18/10/05)

**H CJ : le groupe parlementaire Leader Fanilo va présenter au Sénat une proposition de loi portant création de la haute juridiction,** afin de mettre fin à l'impunité des dirigeants. La Haute Cour de Justice (HCJ) qui pas encore mise en place, même si elle est prévue depuis toujours par la Constitution. Sont justiciables de la HCJ, le Président de la République, les présidents des assemblées parlementaires, le Premier ministre, les autres membres du gouvernement et le président de la HCC. Le fondateur du parti fait remarquer qu'« *en l'absence de la HCJ, la lutte contre la corruption qui constitue l'une des préoccupations majeures du régime, risque d'être bancale puisque la grande corruption est surtout le fait des grands* ». Le Leader Fanilo remet ainsi au goût du jour un projet de texte relégué aux oubliettes. Un projet que le conseil des églises chrétiennes de Madagascar n'a plus relancé, malgré ses liens étroits avec le pouvoir. (D'après Midi du 18/10/05)

*Consciente d'un échec certain d'un « scénario de rue » pour renverser le régime*, l'opposition mise, en parallèle, sur ce projet parlementaire. La proposition du Leader-Fanilo déclenche donc, de façon officielle, *une procédure qui peut aboutir à la déchéance du chef de l'Etat*. A l'heure actuelle, la HCJ constitue pour l'opposition *le chaînon manquant pour réaliser ce schéma*. Si l'opposition arrive à le concrétiser, elle pourrait écarter de façon définitive et "sans casse" le chef de l'Etat. L'opposition ne cesse de rassurer l'opinion publique et la communauté internationale de sa démarche "pacifique". Professeur Zafy Albert tambourine qu'"*il est possible de trouver une solution en dehors des armes*". (D'après L'Express du 18/10/05)

**Herizo Razafimahaleo du Leader Fanilo : un candidat potentiel et... de taille.** L'homme, le politicien d'envergure et l'opérateur économique qu'il est, suit de près la vie de la nation. Il n'a pas perdu ni sa perspicacité ni sa lucidité ni sa pédagogie. En tout cas, dans une récente émission de radio, il a mis en exergue une situation socio-politique très confuse dans laquelle désespoir se conjugue avec résignation. Il était important d'entendre les analyses et les positions de ce politicien particulièrement connu pour sa maîtrise des dossiers économiques et son tempérament de débatteur. Même si l'intervenant s'est efforcé d'esquiver les questions

dans ce sens, *c'est la perspective de l'élection présidentielle de début 2007 qui l'anime*. On sait en effet qu'il était par deux fois déjà candidat à la magistrature suprême. Et *il pourrait être un challenger de poids pour l'actuel président*. Herizo est dans l'opposition. Mais il se défend de se cantonner dans les comparaisons faciles des réalisations des gouvernants qui se succèdent. (D'après Tribune du 18/10/05)

**3FN : un meeting à Tana, le 13 novembre :** *"Nous projetons de tenir un meeting public, dans la capitale, pour le 13 novembre"*. La déclaration est du pasteur Richard Andriamanjato qui, pour le compte des 3FN, a annoncé ce projet. *"La demande d'autorisation a déjà été déposée chez les responsables compétents mais, jusqu'à ce jour, elle n'a encore connu aucune suite"*. *"Cette manifestation publique dans la capitale va constituer le bouquet final du raid politique mené par les 3FN dans les provinces"* » (D'après La Gazette du 27/10/05)

**La transition en question : FIDEM réitère son appel :** *«Avant que l'irréparable ne survienne, le pouvoir doit passer la main»*. Telle peut être la conclusion d'un débat à bâtons rompus effectué avec Maurice Beranto, président national du FIDEM et les membres du parti, au vu des événements récents, suite aux meetings organisés par des parlementaires avec la participation des 3FN, dans les chefs-lieux de province. (D'après Tribune du 29/10/05)

#### **1.1.4 Condamnés de la crise de 2002, exilés, activités politiques diaspora**

**Elire Rabemananjara, l'ancien directeur de cabinet de Pierrot Rajaonarivelo est libéré 3 ans jour pour jour après son arrestation.** Une série d'enquêtes a précédé cette discrète remise en liberté. Elire Rabemananjara était condamné à 4 ans de prison ferme pour complicité, tandis que son patron Pierrot Rajaonarivelo a été condamné à 5 ans. Ils ont été inculpés d'usurpation de fonction et de concussion commises pendant la crise post-électorale de 2002. Pierrot Rajaonarivelo est parti en exil aussitôt après le démantèlement des barrages en provinces, mais son directeur de cabinet a choisi de rester au pays. Les arrestations des anciens collaborateurs de Didier Ratsiraka s'ensuivirent. Elire Rabemananjara est de ceux qui ont été arrêtés tardivement. Rabemananjara est ainsi le 3ème personnage à recouvrer la liberté durant ce 2ème semestre. Certains affirment que *"la soi-disant volonté de dénouer la crise de 2002 n'est pas désintéressée"*. Les déplacements en province de Marc Ravalomanana ont toujours été précédés de la relaxe d'un natif de la région hôte. Les autres détenus, en majorité militaires, espèrent que la clémence du pouvoir s'étendra à leur cas, plus particulièrement, à celui de Pierrot Rajaonarivelo. (D'après L'Express du 04/10/05)

*Elire libéré, Pierrot encore condamné ! "Nous ne savons plus comment qualifier la justice malgache!"* C'est ainsi que réagissent les amis de Pierrot Rajaonarivelo suite à la décision de la justice de libérer ce week-end Elire Rabemananjara. (D'après Tribune du 06/10/05)

**Le secrétaire national de l'AREMA Pierrot Rajaonarivelo, en exile en France, écope d'une nouvelle peine d'un an ferme et du paiement d'une amende de 200 millions Ar.** Il a été reconnu coupable *"d'exonération sans autorisation de la loi"* en 2001 et en 2002. *Cette nouvelle peine s'ajoute à une première* condamnation de trois ans ferme pour *"complicité d'usurpation de fonction"*. Le verdict rendu par la Justice n'arrange pas le projet politique de l'AREMA. (D'après L'Express du 08/10/05)

**«Affaire Ra-Merci». Sa famille clame son innocence.** Condamné par la justice pour dynamitage du pont de Fatihita, l'ancien député, Merci Ratoabolamanana croupit à la prison centrale d'Antanimora depuis 3 ans. Or, depuis quelques jours, la presse locale a relaté les

propos *des militaires qui ont avoué leurs responsabilités dans cette affaire*. Du coup, sa famille a rencontré la presse pour clamer l'innocence de cet élu. (D'après *Midi* du 12/10/05)

**Ndrianasolo voit sa peine réduite de 5 ans** : l'ancien ministre des Sports de l'Amiral, Ndrianasolo, a obtenu une remise de peine de 5 ans, selon la décision de la Cour d'appel. Il avait écopé de 10 ans de prison en première instance. L'ancien ministre avait été accusé d'être l'auteur du dynamitage de ponts. 5 personnes, ses complices et lui, sont passés devant la Cour d'appel. L'opérateur économique, Razafimahefa Rodelson, qui a été accusé de l'avoir aidé dans l'accomplissement de sa "mission", est libéré. Par contre, la Cour a confirmé les peines des 3 autres condamnés. (D'après *L'Express* du 15/10/05)

**Loi d'amnistie et réconciliation nationale : Manandafy persiste et signe**. Le conseiller spécial du président de la République a réitéré la nécessité de la loi d'amnistie ainsi que la garantie de la part des deux protagonistes de la crise 2002 d'une paix sociale. *Il invite le chef de l'Etat à mettre fin aux arrestations des partisans de l'ancien régime, de rassurer les «exilés» que s'ils rentrent ils ne seront nullement inquiétés*. De son côté, *il invite Didier Ratsiraka à déclarer de manière officielle qu'il renonce au recours à une guerre civile et à l'incitation aux troubles*. L'unique voie pour le retour à la normale est ce geste que devraient effectuer solennellement les deux protagonistes. Abordant la crise 2002, il a déclaré que " «*Pierrot Rajaonarivelo n'a rien à voir avec la crise de 2002*». Il s'agit en fait, d'un *procès purement politique*. Il a pointé du doigt Didier Ratsiraka et son Premier ministre Tantely Andrianarivo, comme étant les premiers responsables de la dilapidation de l'argent public. (D'après *Tribune* du 18/10/05)

**Grâce présidentielle : des tractations pour Lahady Samuël**. Faute d'amnistie, la grâce présidentielle. Des parlementaires de toutes tendances de la province de Toamasina mènent des tractations auprès des notables et des natifs de la province qui ont des responsabilités au sein du régime. L'objectif final serait de demander au président une grâce présidentielle au profit de l'ex-gouverneur de Toamasina Lahady Samuël. Condamné à 5 ans d'emprisonnement ferme pour atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat, Lahady Samuel fêtera dans quelques jours son 75ème anniversaire. (D'après *Tribune* du 27/10/05)

**13 poseurs de dynamites à la barre** : Treize militaires, dont des généraux et des colonels, se sont de nouveau présentés à la barre. Ils sont accusés d'avoir fait sauter des ponts pendant la crise post-électorale de 2002. *Le ministère public qui a interjeté appel*, a demandé la confirmation du jugement prononcé par le Tribunal de première instance. L'affaire sera délibérée le 25 novembre. *La majorité des inculpés ont été incarcérés pendant plus d'un an, avant de recouvrer la liberté, fin 2003, au bénéfice du doute*. A interpréter la version du ministère public, les accusés risquent de retourner en prison. (D'après *L'Express* du 29/10/05)

### **1.1.5 Décentralisation, mise en place des régions, « provinces autonomes »**

**Décentralisation bidon ?** Faute de moyens conséquents, les chefs de région se sont contentés de promesses et de projets mirobolants. Pire, depuis la mise en place de cette structure administrative, *elle n'a jamais été dotée d'un budget de fonctionnement*. Or, Marc Ravalomanana a mis les chefs de région à l'épreuve. Chaque chef de région est noté en fonction de ses performances pour une durée bien déterminée. Certains d'entre eux ont été déjà remerciés faute de résultats probants. *Comment peut-on juger les performances des chefs de région alors que les moyens financiers et humains ne sont pas mis à leur disposition ?* De plus, les chefs de région sont *tous nommés par décret*, contrairement à la Constitution.

Apparemment, le pays est encore et toujours dans une période transitoire... (D'après Tribune du 07/10/05)

**Régions : création de droits et taxes propres.** Le Président de la République s'est déclaré à deux reprises favorable à leur création. Et ce, afin que les régions disposent de plus de ressources pour leur fonctionnement et leurs investissements en matière d'infrastructures. Avec l'instauration de ces taxes régionales, l'Etat veut aboutir à une autonomie financière des collectivités territoriales. (D'après Midi du 07/10/05)

**Province autonome - Emile Tsizaraina remercié :** son départ met fin à la promotion de la première vague des PDS, au moment de l'avènement du président Ravalomanana. *Cette décision intervient quelques jours seulement après la réussite du meeting de l'opposition à Toamasina.* La tenue du meeting de l'opposition dans cette localité lui a coûté cher. Le Colonel Gilbain Pily, actuel commandant de la circonscription de la Gendarmerie à Toamasina le remplace. La nomination de cet ancien collaborateur du général Bory Jean-Paul à la tête de la province "autonome" de Toamasina *porte à 3 les éléments des forces armées à la tête des PDS.* Cette décision, a déclaré un membre de l'opposition, témoigne de la *radicalisation de la vie politique.* On s'achemine petit à petit vers un affrontement violent des forces en présence avec *la militarisation de l'administration* territoriale, a-t-il ajouté. Ce limogeage relance en outre le débat sur *l'avenir de ces "collectivités territoriales décentralisées"*. Dès l'avènement du chef de l'Etat, tous les gouverneurs ont été remplacés "provisoirement" par les PDS. Entre-temps, le Parlement a voté une loi qui devait instaurer les chefs de provinces. Mais celle-ci *n'a jamais été appliquée.* (D'après L'Express et Tribune du 14/10/05)

**Subventions communales : Toamasina et Fianarantsoa prises en otage par le régime Ravalomanana :** *privées de leurs subventions de la part du pouvoir central depuis 3 ans pour des raisons inconnues, ces communes sont actuellement dans une situation délicate, voire catastrophique.* Malgré les appels de détresse lancés par les responsables locaux, les autorités font la sourde oreille. Y a-t-il anguille sous roches ? Aux yeux des Tamataviens et des Fianarois, il s'agit d'un véritable embargo ou une prise d'otage dont la population est la première victime. Il n'est pas étonnant si les électeurs de ces deux villes se sont retournés contre les tenants du régime. (D'après Tribune du 10/10/05)

## **1.2 Relations Eglises-Etat, église catholique, islam, sectes**

**La FFKM rallie les sectes - Un premier pas dans l'effort de "christianisation" du pays :** c'est dans ce sens qu'on peut comprendre le rassemblement d'entités religieuses présumées sectes avec la FFKM. Presque toutes les religions chrétiennes, membres de la Fédération des églises chrétiennes à Madagascar (FFKM) et "sectes" confondus, *entreprendront ensemble une campagne d'évangélisation* en collaboration avec l'association "African Entreprise" dont le siège est en Afrique du Sud. La FFKM souligne qu'*il est temps de laisser de côté les rivalités prévalant au pays et qui se manifestent sous diverses formes*". Il évoque ainsi les conflits qui se multiplient au sein des églises membres de la FFKM et qui, souvent, dégènèrent. *L'association compte sur cette action massive d'évangélisation pour rapprocher les leaders politiques, partisans ou opposants du régime.* Elle concrétisera aussi le souhait du Président de la République, au Synode national de la FJKM l'année dernière, de voir tous les Malgaches convertis au christianisme pour instaurer une "*République théocratique*". Pour les observateurs, ce geste de la FFKM *ne serait qu'une stratégie pour sauver sa notoriété mise à mal.* En forte expansion, les églises évangéliques occupent de plus en plus une place non négligeable dans la vie quotidienne de la population. (D'après L'Express du 01/10/05)

**La plainte de la FJKM contre les agissements de certains fidèles de la FPVM a occasionné le déplacement d'importants éléments des forces de l'ordre.** *«Occupation de fait par l'association culturelle FPVM (Nouvelle Eglise Protestante de Madagascar) de 9 édifices affectés à l'église FJKM dans les districts de Manakara et d'Ikongo. Des occupations qui constituent des actes de provocation pouvant constituer une menace pour l'ordre public».* Tel est le motif de la fermeture et de la mise sous scellés de l'église FPVM à Ampandrana, invoqué par arrêté du ministère de l'Intérieur. Les fidèles et leur pasteur gardent la foi et *«invitent le Président de la République et non moins vice-président de la FJKM, à se pencher sur leur sort puisque la situation constitue une honte pour les croyants».* La FPVM, dissidente de la FFKM, compterait 320.000 fidèles à travers le pays. *Elle entend poursuivre la voie de la négociation avec le Président, qui est le père de tous les croyants.* (D'après Midi du 26/10/05)

**Exit l'Eglise FPVM, brutalement dissoute. Ce qui, après l'EURD, porte à deux le nombre des cultes épinglés par le régime à son tableau de chasse.** De quel côté le pouvoir va-t-il maintenant tourner son fusil ? Il ne s'arrêtera pas en si bon chemin. Enfourchant le puissant cheval du FFKM, Marc Ravalomanana dédaigne le menu fretin et ne traque que le gros gibier. *La prochaine proie idéale est Apokalipsy, secte fondée et présidée par Mailhol, jeune "pasteur" dépourvu de formation théologique mais dont le charisme et le rayonnement sont indéniables. Elle déploie un zèle ardent pour recruter des adeptes, provoquant ainsi de dangereuses saignées dans les flancs des Eglises du FFKM et son chef se pique de politique, obtenant sur ce terrain un certain succès. L'homme a prédit sa propre accession à la magistrature suprême en 2013, mais pourrait anticiper sur les événements en entrant en lice à l'élection présidentielle de 2007. Dans l'actuelle vie politique dominée par la foi et l'irrationnel, beaucoup le considèrent comme le seul capable de barrer la route à Marc Ravalomanana.* (D'après La Gazette du 26/10/05)

D'après le pasteur Andriamanjato Richard qui appartient à la fois au FJKM et à la classe politique, *« dans cette affaire, il y a une confusion entre le pouvoir d'Etat et le pouvoir d'Eglise ».* Pour l'ancien primat, la loi réglementant les cultes fait bien une séparation entre l'Eglise qui a ses propres règles, et l'Etat dont les compétences ont leurs limites. Le pasteur va même plus loin pour qualifier cette intervention de l'Etat de *« faute grave et d'abus de pouvoir vis-à-vis des églises non membres du FFKM ».* Quant à Alain Ramaroson, il voit dans cette décision, *« un retour aux années noires de l'inquisition, un non respect de la chrétienté, une atteinte à la liberté de culte et de religion et une mesure non démocratique ».* Il n'exclut pas que *« la réouverture de l'église ne soit exploitée plus tard à des fins de campagne électorale pour les prochaines présidentielles, et qu'elle ne serve de propagande avant la lettre ».* (D'après Midi du 27/10/05)

**«La décision d'une éventuelle réouverture de la FPVM n'appartiendrait pas à la FJKM. Elle est du seul ressort des autorités compétentes.** *Ni la FJKM, ni son président n'a donné aucun ordre au ministère de l'Intérieur pour la publication de l'arrêté ordonnant la fermeture de la FPVM. Le bureau central de la FJKM n'a jamais parlé des agissements des croyants de la FPVM au vice-président de la FJKM, qui est le Chef de l'Etat»,* précise un communiqué du président de cette église. *Les occupations de fait, qui dérangent l'ordre public,* par l'association culturelle FPVM concernent toutes les régions, révèle la FJKM. La FFKM, - qui compterait quelque 3.500.000 de fidèles, répartis dans plus de 5000 églises, se défend d'être envieuse de l'essor de toute autre association culturelle. (D'après Midi du 28/10/05)

**Le Président a offert une somme de 200 millions Ar au profit des 4 confessions du FFKM** (Luthérienne, Catholique, Anglicane, et Protestante), pour la *réhabilitation et la construction des temples et églises endommagés par les cyclones* qui ont frappé Vatomandry et Mahanoro. Marc Ravalomanana, fervent croyant et responsable au sein de la FJKM, continue ainsi ses bonnes actions au profit de l'Eglise, des initiatives qu'il avait l'habitude de

prendre alors qu'il n'était même pas maire ni président de la République. (D'après Midi du 04/10/05)

**Réactions de la communauté musulmane** : on n'a jamais entendu dire que le chef d'Etat avait offert une somme aussi considérable à la communauté musulmane pour la réhabilitation des mosquées ou pour financer des actions humanitaires. Sauf peut-être que l'argent a été donné en cachette et n'a pas été médiatisé. Rappelons que plus **de 12% des malgaches sont musulmans**. Ils sont tout aussi capables de gérer des sommes considérables et de réaliser les projets comme les FFKM et les FJKM. (D'après La Gazette du 05/10/05)

**Abdou Abdallah** : « **Ravalomanana doit être le président de tous les Malgaches** ». Dénonçant le comportement du président Ravalomanana qui favorise les chrétiens, au détriment des autres croyants, Abdou Abdallah, **un membre influent du CRN**, un musulman, parle d'un « **apartheid** » du millénaire. Il n'admet pas que le président Ravalomanana néglige les musulmans de Madagascar. « *Vous êtes mieux placé que quiconque pour savoir que le président de la République n'a jamais donné de l'argent pour la construction d'une mosquée ou pour la jeunesse musulmane. Je conteste cette exclusion. Il ne faut pas oublier que les musulmans constituent 20% de la population et que l'islam est arrivé à Madagascar 1 000 ans avant le christianisme* » (D'après La Gazette du 11/10/05)

### **1.3 Lutte contre la corruption, bonne gouvernance, fiabilisation des élections**

**La corruption avance - verdict accablant de Transparency International** : grande désillusion pour Madagascar. **Le pays s'enlise dans sa lutte contre la corruption**. Pire, le fléau gagne du terrain d'année en année et ce, **malgré la mise en place d'une panoplie d'instruments** de lutte anti-corruption depuis près de 2 ans. Ce nouveau rapport fait état d'une **régression significative** de l'indice de perception de la corruption. De 3,1 sur une échelle de 10 en 2004, il a reculé à 2,8 cette année. Du coup, la Grande île est passée, au classement, de 82ème sur 146 pays au 97ème sur 158 pays ayant fait l'objet d'une évaluation. « **De toute évidence, il aura des impacts néfastes pour le pays, en particulier au niveau des investissements** », déclare Dominique Rakotomalala, membre du comité directeur de Transparency International. La lutte contre la corruption figure parmi les chevaux de bataille du régime Ravalomanana. La création du CSLCC et du BIANCO est souvent citée parmi les performances du pays. (D'après L'Express du 19/10/05)

#### **1.3.1 Activités du BIANCO et du CSLCC**

**Contre Transparency International (TI) : le BIANCO s'insurge** et rejette les termes du rapport de l'antenne de Transparency International, à qui il est reproché une certaine **méconnaissance des réalités malgaches**. Le BIANCO mérite ce coup de semonce car ses méthodes souvent ne sont pas de nature à éradiquer la corruption. On doit dénoncer sa tendance à se déclarer incompétent, même dans des affaires qui devraient mériter son attention. Par ailleurs, l'entité ne s'investit que peu dans la **prévention** et se consacre **surtout à la répression**. En fait, Transparency International, basé à Berlin, **ne fait pas autorité dans son secteur** et n'est pas encore reconnu internationalement. On regrettera qu'au lieu de s'entraider, BIANCO et TI soient maintenant comme chien et chat (D'après La Gazette du 20/10/05)

**Les deux instances anti-corruption interprètent le classement publié par Transparency International comme un signal d'alarme**. Elles reconnaissent que la corruption reste encore élevée. Et ce, malgré les stratégies de lutte mises en place. Pour la période de 2005-2007, la

stratégie de lutte contre la corruption est principalement axée sur les secteurs économiques *en vue d'agir sur l'environnement des affaires*. (D'après Midi du 22/10/05)

*En 2004, 70% du secteur privé connaît encore la corruption*. Le BIANCO a reçu en tout 6063 doléances. 148 personnes ont été déférées au Parquet depuis le début de l'opération. (D'après Tribune du 22/10/05)

**L'état des lieux de la corruption dans les secteurs économiques :** le CSLCC a présenté l'état des lieux de la corruption dans les secteurs de l'environnement et des eaux et forêts, du tourisme, de l'économie rurale, de l'industrie et de l'artisanat. L'étude a été réalisée par 4 organismes différents dont le cabinet Médiastop pour la corruption en économie rurale, l'université d'Antananarivo pour celle dans le secteur de l'industrie et de l'artisanat, le cabinet « l'Action » pour celle dans le tourisme et Jureco Etudes et Conseils pour la corruption dans le secteur de l'environnement et des eaux et forêts. Cette présentation a vu la participation de 90 personnes issues des ministères, des bailleurs, de la société civile, des partis politiques, de la presse, des groupements professionnels et du BIANCO. (D'après Les Nouvelles du 27/10/05)

### **1.3.2 Bonne gouvernance**

**L'expertise nationale est encore insuffisante, selon le Fonds africain de développement.** « *L'insuffisance des capacités apparaît aujourd'hui comme l'un des obstacles majeurs que Madagascar doit surmonter dans ses efforts visant à créer un environnement favorable à la bonne gouvernance et à la réduction de la pauvreté* ». Le Fonds indique, également que : « *L'insuffisance des capacités résulte à la fois du nombre peu élevé de cadres nationaux possédant une expertise de haut niveau dans les procédures d'élaboration et d'exécution du budget et de passation des marchés publics, de l'absence de systèmes adéquats d'incitation à la performance, de l'insuffisance de la formation continue du personnel des services responsables de la gestion des finances publiques, ainsi que des moyens de fonctionnement alloués aux divers services, notamment la Direction générale de la dépense publique (DGDP), la Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique (DGTCP), la Direction générale des impôts (DGI), et la Direction générale des douanes (DGD)* ». Sur le plan des recettes fiscales, le Fonds tient aussi à mentionner que : « *les problèmes de capacités résultent notamment d'une maîtrise insuffisante, par les agents et les contribuables, des textes du code général des impôts, et de l'insuffisance des ressources humaines appropriées* » (D'après La Gazette du 07/10/05)

**Concours mondial du maire méritant 2005 («World Mayor Award 2005»): Patrick Ramiamanana a été nommé,** pour le compte du continent africain, par les organisateurs de ce concours au même titre que les maires d'Addis Abeba et de Prétoria. Patrick Ramiamanana peut toujours "rêver" de ravir ce titre, même si sa ville recèle des failles de gestion et regorge de tonnes de débris. (D'après La Gazette du 27/10/05)

**Le secteur privé appelle la justice à plus de discernement :** par le biais d'un communiqué, les organisations professionnelles condamnent "la survenance répétée d'affaires dans lesquelles des litiges relevant du contentieux commercial ou social débouchent sur des procédures pénales et sur l'inculpation et l'emprisonnement des personnes". (D'après Les Nouvelles du 27/10/05)

### **1.3.3 Transparence du processus électoral, réforme du code électoral**

**L'exécutif inflexible - Le gouvernement maintient le code électoral :** l'insistance d'une frange de partis politiques à un changement du code électoral en vigueur n'a pas influé sur la

décision du gouvernement. Contre vents et marées, il est prêt à organiser les prochaines élections avec l'actuel code électoral, avec, toutefois, "quelques aménagements ». Même le projet d'annotation du code électoral, exhibé par le gouvernement, *n'a pas atténué les appréhensions* des uns et des autres. Certains n'ont pas caché son appréhension de "*voir se répéter les événements de 2002*". Depuis les années 80, débats et confusion ont toujours suivi les élections. (D'après L'Express du 11/10/05)

**Union Européenne : pour un processus électoral transparent :** jusqu'aux prochaines élections, l'UE va apporter son appui pour la transparence du processus électoral. Elle participe ainsi au *renforcement de capacité du CNE et à la supervision des préparations* (listes électorales...), tout comme elle va apporter son *soutien au ministère de l'Intérieur*. C'est un des piliers du projet « *Consolidation du processus de démocratisation* » à Madagascar, dont fait partie le Programme de soutien au Parlement malgache par l'UE. Ce dernier, lancé début 2004, va reprendre pour une année encore, jusqu'à fin 2006. Avec un montant total s'élevant à environ 350.000 euros. Il est piloté par un consortium *conduit par l'Assemblée nationale française*. (D'après Midi du 10/10/05)

**Trois élections devront se dérouler durant les années 2006 et 2007** à savoir celles *des maires, des députés et du président de la République*. Ces élections sont en cours de préparation, d'où entre autres, la refonte de la liste électorale qui doit être effectuée à partir du mois de décembre jusqu'au 15 avril 2006, avec informatisation. Le ministre Soja garantit que « *cette fois-ci, elle sera bien préparée pour que les élections se déroulent dans la transparence, la légalité et la légitimité* ». (D'après Les Nouvelles du 22/10/05)

**Des fraudes massives à craindre :** à l'approche des échéances électorales, *aucune mesure permettant de combattre les fraudes électorales n'a été prise par l'équipe dirigeante*. A part les urnes transparentes, rien n'a changé en matière de processus électoral. Tout laisse à penser que le *spectre de fraudes électorales hante encore et toujours le pays*. A ce rythme, des fraudes massives sont à craindre tant que les textes restent inchangés. La transparence et la sincérité des élections ne sont pas garanties. *L'organisation des opérations électorales est toujours entre les mains du ministère de l'Intérieur*. Or, dans les pays en voie de développement, elle est confiée à un organe indépendant comme la Commission Electorale Indépendante. La quasi-inexistence d'une loi règlementant les fonds utilisés par les partis politiques a aggravé la situation. Les électeurs sont devenus les otages des candidats ayant une enveloppe consistante dont les origines restent floues. (D'après Tribune du 28/10/05)

**L'AVI prêt à soutenir le code électoral du FFKM :** "*nous allons en parler avec le FFKM, en concertation avec le KMF/CNOE, l'organe d'observation des élections* » révèle Laurent Ramarison. « *Nous sommes également prêts à discuter avec le gouvernement sur le sujet si cela s'avère nécessaire. L'essentiel est d'arriver à une élection libre et transparente, que ce soit avec le texte actuel mais toiletté, ou avec un nouveau code électoral* ". "**A-t-on la volonté politique de mettre fin à la pratique frauduleuse ou non ?**", demande Laurent Ramarison, mettant ainsi l'Exécutif sous pression. (D'après L'Express du 29/10/05)

## **2 RELATIONS FRANCO-MALGACHE, FRANCOPHONIE**

**Madagascar, un chef-d'œuvre en péril :** 110 ans qu'on s'aime ! Un siècle et une décennie pendant lesquels il y eut affrontements, trahisons, amour, désamour, divorce, réconciliation... Bref, *entre Madagascar et la France, c'est, à la fois, l'entente et la mésentente cordiales*. Depuis *tout ce temps que la France est à nos côtés, Madagascar s'est figée, momifiée, fossilisée...* Contrairement à certains Etats africains, qui ont aussi connu les



affaires de la colonisation, *notre pays n'a cessé de régresser*. Madagascar a connu tous les régimes : le colonialisme, le néo-colonialisme, le socialisme et aujourd'hui le capitalisme mais, à chaque fois, au bout c'est le désenchantement, la déception. Pourquoi se fait-il qu'en 2005, l'île se trouve, selon une enquête du très sérieux Forum économique mondial à la **116ème place sur les 117 pays** ayant fait l'objet d'une étude minutieuse sur la compétitivité économique et sur la bonne gouvernance ? On a cependant fait mieux que le Zimbabwe (117è). Nous sommes donc 2ème en commençant par la fin ! Qu'a-t-on fait au Bon Dieu pour mériter cela ? Et dire que, *d'après nos dirigeants, Madagascar est le bon élève du FMI* et que notre président reçoit régulièrement des félicitations, des trophées, des médailles, etc. Mais diable, que fait cette escouade de conseillers étrangers qui entourent le président Ravalomanana ? (D'après La Gazette du 01/10/05)

**L'armée française partante pour des manœuvres réelles** : les exercices interarmées franco-malgaches d'entraînement, connus sous le nom de « Saphir 2005 », ont commencé dans le Sud de la Grande Ile. La possibilité de travailler main dans la main a été avancée des deux côtés en cas d'alerte contre les « dahalo ». Aussi, les forces françaises prêteront-elles main forte à l'armée malgache lors de manœuvres réelles pour le **démantèlement de ces réseaux de bandits**. (D'après Midi du 10/10/05)

**Réunion de l'AIMF : 146 maires attendus à Antananarivo**. La 25ème assemblée générale des maires francophones, membres de l'AIMF (association internationale des maires francophones) se tiendra à Antananarivo, du 25 au 27 novembre, sous le thème « *villes et microfinance* ». (D'après La Gazette du 06/10/05)

### 3 TRAITES INTERNATIONAUX, CPI

**Le coordinateur régional de la CPI pour l'Afrique francophone vient « plaider » la ratification** : « *Maintenant que nous nous approchons de la centième ratification du traité, nous espérons que Madagascar envisagera de rejoindre au plus vite la Cour afin qu'elle puisse faire partie de cet événement historique. Cela permettrait aussi à Madagascar d'avoir l'honneur de participer à la cérémonie spéciale qui se tiendra à l'ONU, en commémoration de la centième ratification du traité de la CPI, événement qui marquera un point tournant dans la justice internationale* », a déclaré Me Francis Dako. (D'après Midi du 04/10/05)

**CPI et crise politique de 2002 / ratification du statut de Rome** : la CPI siège depuis le 1er juillet 2002, date de son entrée en vigueur. Selon l'art 126 de son acte fondateur, *“la CPI n'est pas rétroactive, c'est-à-dire qu'elle ne peut pas intervenir dans les cas et dossiers postérieurs à cette date”*. Ainsi, **les dossiers sur les événements 2002 ont été rejetés par la Cour**, mais Madagascar estime que la CPI servira d'organe de prévention et de balise pour qu'une telle crise ne se reproduise pas. Me Maria Raharinarivonirina, présidente de l'ACAT n'a pas caché sa conviction sur le grand intérêt de Madagascar à ratifier le Statut de Rome. Elle a fait référence au sommet de la COI du 22 juillet, qui *“a débouché sur une position commune à propos de la CPI qui est d'atteindre la centième ratification du traité”*. Pour Maria Raharinarivonirina, *“la ratification par notre pays en tant que 100ème Etat-partie constituera une grande avancée sur le plan sécuritaire pour la région de l'océan Indien ainsi que pour l'Afrique du Sud-est. Ce qui engendrera des retombées diplomatiques et politiques en tant qu'invité d'honneur à la cérémonie spéciale organisée à l'ONU pour marquer la centième ratification du statut de la CPI.”* (D'après L'Express du 10/10/05)

## 4 DROITS HUMAINS

**Mobilisation des acteurs de développement de l'Océan Indien pour un véritable respect des droits de l'homme :** tel est le résultat attendu de la formation de 35 techniciens chargés de programme et experts au sein des agences des Nations unies et de représentants des agences et à leurs adjoints, qui œuvrent dans les pays de l'Océan Indien. Cette formation fait suite au *renforcement de la mise en œuvre du programme sur la promotion et la protection des droits humains*, adopté à l'issue du récent Sommet mondial des Nations unies à New York. L'atelier de formation a pour objectif d'acquérir des connaissances sur *le système de protection des droits de l'homme au sein de l'ONU et en Afrique*, de comprendre son fonctionnement et son mécanisme ainsi que les principes de l'approche fondée sur les droits de l'homme, de comprendre également le cadre légal et l'environnement politique liés aux droits de l'homme. (D'après *Les Nouvelles* du 03/10/05)

**Rapport national sur les droits humains : rattraper le temps perdu.** Après un *retard de plusieurs années*, les militants des droits humains regroupés au sein du Comité de rédaction du rapport sur les droits humains (CRRDH) se sont réunis fin septembre. Ils se sont penchés sur la rédaction du rapport de Madagascar relatif à la convention sur l'élimination de la *discrimination à l'égard des femmes* grâce à un financement de l'UE, qui sera présenté au gouvernement d'ici janvier 2006 et examiné ensuite par les Nations Unies. Le dernier rapport présenté par le gouvernement datait de 1994. Ce comité de 29 membres est constitué de représentants des ministères, de représentants des 6 provinces de la plate-forme nationale œuvrant pour les droits humains et de représentants de la société civile. Ils ont reçu une formation selon les directives des Nations Unies. Cette formation a été réinvestie depuis 2003 à la rédaction du rapport de Madagascar sur la convention relative à *l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale*, présenté au gouvernement pour approbation en 2003 et examiné par les Nations Unies en août 2004. Un second rapport relatif aux *droits civils et politiques* a été ensuite rédigé en 2004 pour être présenté en 2006. Un processus assez long étant donné que ce rapport présente également *un retard de plus de 10 ans*. Les observations et les recommandations qui seront émises par les Nations Unies seront prises en considération par le gouvernement malgache d'ici 2 ans. Les membres du comité affirment travailler en toute liberté. Le système des Nations Unies fait une vérification en parallèle de toutes les informations communiquées. Le gouvernement a l'obligation de vulgariser les rapports qui ont été examinés par les Nations Unies. (D'après *La Gazette* du 05/10/05)

**Droit de l'Homme - 13 000 dollars pour le changement des mentalités :** Le pays va pouvoir promouvoir un changement des mentalités à travers l'intervention de l'association Empowerment Advocates International (EAI) dont le siège est à New York. L'ambassade des Etats-Unis a octroyé 13 000 dollars pour cette association qui va organiser une série de conférences pour sensibiliser la population sur les moyens de *combattre la « mentalité de la pauvreté »*. Selon l'EAI, les Malgaches se suffisent de ce qu'ils ont et ne pensent pas à viser plus loin, c'est pourquoi, la pauvreté se pérennise malgré tous les efforts pour la combattre. Pour une durée d'une année, *ce projet entre dans le cadre du Fonds II pour la démocratie et les droits de l'Homme*. Il sera suivi de projets de développement comme l'adduction d'eau et l'apiculture. (D'après *L'Express* du 08/10/05)

**Séminaire sur le droit international humanitaire à l'Académie militaire :** les connaissances des forces armées malgaches en matière de droit international humanitaire ont été mises à jour, par le biais d'un séminaire à l'Académie militaire d'Antsirabe. Cette session a été organisée avec l'appui du CICR, chargée par la communauté des Etats, à travers les conventions de Genève et suite à une longue pratique, de *«travailler à l'application fidèle du*

*droit international humanitaire» en essayant d'établir un rapport de confiance avec les belligérants. (D'après Les Nouvelles du 29/10/05)*

**Protection sociale : un appui du BIT.** Avec le concours du BIT, un projet sur l'amélioration du système institutionnel de la protection sociale intitulé « *Appui technique pour la gouvernance financière du système de sécurité sociale* » est en cours d'examen. (D'après La Gazette du 18/10/05)

**Droits des enfants - La loi sur l'adoption tarde :** est-ce de la négligence ? Toujours est-il que la loi sur l'adoption, adoptée durant la première session ordinaire de l'année du parlement, tarde à être appliquée. Toutes les structures recommandées par le texte ne sont pas encore installées. Cette situation suscite la polémique, notamment parmi les parents adoptifs qui attendent avec impatience que soit relancée la procédure de demande d'adoption d'enfant malgache. Il en est de même des centres autorisés qui s'occupent d'enfants nécessiteux. *Le fait de traîner la mise en application de cette loi, dont l'objectif est de rendre conforme la législation malgache avec la convention internationale risque de ternir l'image du pays devant la communauté internationale.* Une délégation américaine a révélé la délicatesse d'une procédure d'adoption qui est, dans la plupart des cas, *source d'un réseau de vente d'êtres humains.* Le gouvernement américain exige, dans les conditions d'octroi de ses aides à un pays, le respect des droits de l'homme, le trafic d'enfants étant une forme moderne d'esclavage. (D'après L'Express du 11/10/05)

**Abolition du Travail des Enfants :** le BIT/IPEC s'engage à fond ! Ensemble, des partenaires sociaux du ministère du Travail et des lois sociales se sont réunis *pour une autre étape vers la mise en œuvre du plan d'action sur l'abolition du travail des enfants.* Ce plan d'action a été élaboré il y a un an avec le concours du BIT et de l'UNICEF. L'accent a été mis notamment sur le volet de la réinsertion scolaire et professionnelle du public cible afin de réduire progressivement la cause fondamentale du fléau qu'est la pauvreté. *Pour Madagascar, la lutte contre le travail des enfants reste encore un âpre combat.* Un enfant sur trois est classé enfant travailleur. Depuis 1997, l'IPEC (programme international de l'OIT pour l'élimination du travail des enfants) est opérationnel. (D'après Tribune du 19/10/05)

**Emancipation féminine : des députés farouches opposants.** Parmi les députés présents à une séance d'information sur le programme national genre, nombreux sont ceux qui se sont prononcés expressément contre l'émancipation de la femme. *Cette appréhension des députés est un peu surprenante car elle fait fi du programme arrêté par le gouvernement* et s'est arrêtée sur des aspects superficiels des relations homme/femme. Les débats ont été particulièrement pauvres car *aucune femme député n'était présente à cette séance,* qui leur était pourtant consacrée. (il y a 5% de femmes au sein de l'Assemblée nationale). (D'après Midi du 26/10/05)

## **4.1 Prisons**

**Les droits humains à Madagascar vus par Solonomenjanahary Rakotonirina, Executive manager de l'Aumônerie catholique des prisons :** « *globalement, nous constatons, ces dernières années, une nette amélioration du respect des droits de l'Homme.* Néanmoins, il faut reconnaître que certains articles de la Déclaration universelle, entre autres ceux relatifs aux **droits politiques, sont encore bafoués** ». En ce qui concerne les droits des détenus, « *ils sont encore loin d'être vraiment respectés, non pas d'une manière intentionnelle, mais plutôt à cause de l'insuffisance des moyens financiers.* Le budget consacré à l'administration pénitentiaire ne figure pas dans les priorités. De ce fait, les conditions carcérales sont souvent médiocres et **mettent en danger la vie des détenus.** *La réhabilitation des infrastructures carcérales n'est pas la meilleure solution pour*

*améliorer l'environnement des détenus. Car cela tendrait vers le remplissage des prisons. Mieux vaut militer en faveur de la défense des droits fondamentaux des détenus, si l'on veut réduire la population carcérale ». « La croissance démographique engendre aussi une hausse progressive du nombre des détenus. » « Le respect total des droits des détenus n'est concevable que si un **changement des mentalités** intervient dans la population ». (D'après L'Express du 06/10/05)*

## **4.2 Insécurité, lutte contre le terrorisme**

**Tuerie à Ikelihorombe (Sud) : les témoins racontent...** 11 personnes ont trouvé la mort dans ce village après une mission des forces armées composées de la Gendarmerie et du Génie militaire d'Ihoso du 2 au 4 juillet. *Tous les hommes d'un village ont péri sous les balles.* La Justice a fermé le dossier laissant les femmes et les enfants entre les mains de la mission catholique Justice et Paix. Après la tuerie, la patrouille de gendarmes a *brûlé les maisons et a emmené les femmes et les enfants* à Ihoso pour une semaine d'enquête. Ce village a été accusé d'être un *repaire de bandits et de voleurs de zébus*. Après la mort d'un gendarme constaté dans la région, le commandant de la Gendarmerie d'Ihoso a fait appel à un renfort à la Génie militaire le 4 juillet pour mener une attaque à Ikelihorombe, village situé à 20 km du lieu où se trouve le présumé meurtrier du gendarme. Les maisons ont été pillées, les bijoux volés, le riz emporté et les femmes violées. Des plaintes ont été déposées au Tribunal d'Ihoso. (D'après Tribune du 01/10/05)

**Accrochages avec les « dahalo » : 7 gendarmes et 92 civils tués depuis le début de l'année.** Le bilan est très lourd suite aux divers affrontements entre la gendarmerie, appuyés par les *fokonolona*, et les « dahalo » (bandits) : 7 gendarmes, 92 civils tués et 51 bandits abattus au cours des 9 premiers mois de l'année. Cette information a été donnée par le colonel Ranaivo, directeur de la Sécurité et des renseignements au sein de la gendarmerie. Durant la même période, sur les 2421 cas de vols de bœufs enregistrés, 40.952 bœufs ont été dérobés, la moitié seulement des bœufs volés ont été récupérés et remis à leurs propriétaires. La semaine dernière, une trentaine de « dahalo », armés de fusils de guerre ont attaqué un village dans le sud. 800 bœufs ont été volés. (D'après Tribune du 05/10/05)

**Comment les gangsters se sont procuré des armes de guerre ?** D'où viennent les armes de guerre utilisées par les gangsters, les « dahalo » et autres cambrioleurs? En premier lieu, il existe bel et bien *des personnes qui louent différents types d'armes à des « dahalo »*. A l'étranger, ce genre d'armement s'acquiert assez facilement, notamment à Paris dans le 14<sup>ème</sup> arrondissement. Lors des événements qui ont secoué le pays en 2002, des armes n'ont pu être récupérées et probablement ont « atterri » entre les mains des bandits. (D'après Midi du 06/10/05)

**Recrudescence des vols d'ossements humains :** ce trafic s'est développé à partir des années 90. Certaines personnes malintentionnées avaient voulu en faire un *moyen de déstabilisation*. Les raisons qui poussent les malfaiteurs à agir de cette manière, demeurent un mystère. Certains évoquent le prétexte de la pauvreté. D'autres avancent qu'il s'agit d'une simple opération de banditisme mais dont le but reste jusqu'ici inconnu. On parle aussi *d'exportations*. Les parlementaires ont déjà demandé le renforcement de la sécurité rurale et urbaine pour contrecarrer ce genre de "crime" qui met à mal les valeurs culturelles de la Grande île. Sans oublier que de tels actes traduisent aussi le "manque de sécurité" dans le pays. (D'après L'Express du 10/10/05)

**Le terrorisme au menu de la conférence des ministres chargés de la sécurité dans l'Océan Indien (COI)** qui se tiendra chez nous à la fin du mois de novembre. L'Océan Indien est une voie hautement fréquentée, et cette zone est propice aux trafics de tous genres. Allant du

trafic de drogue au trafic de biens rares, comme les pierres précieuses et les animaux endémiques, la sécurité mérite d'y être renforcée. Mais la difficulté réside dans l'immensité des zones à surveiller par rapport aux moyens alloués. (D'après Midi du 20/10/05)

## 5 EDUCATION

**Année scolaire 2005 - 2006 : une nouvelle enveloppe de 25 millions de dollars pour l'éducation** vient d'être allouée par la *Banque mondiale*. Récemment en voyage à Washington, le ministre Haja Nirina Razafinjato n'est pas rentré les mains vides. "Cetle enveloppe est une aide complémentaire qui vient s'ajouter aux 10 millions de dollars dont la grande Ile bénéficie dans le cadre du programme Fast Track Initiative. » (D'après L'Express du 01/10/05)

## 6 MEDIAS

**AJRP : pour la réouverture des 4 radios privées.** L'association des journalistes des radios privées (AJRP) a saisi le ministère des Postes, des Télécommunications et de la Communication, sur la suite à donner au jugement du tribunal correctionnel de Toamasina qui a décidé la réouverture *des 3 radios privées de la capitale de l'Est dont les responsables ont été acquittés au bénéfice du doute. L'AJRP ne trouve plus aucune raison à ce que le ministère ne s'attelle pas à cette décision.* L'occasion a également été saisie par cette association pour interpellier le même ministère sur la situation de *la station privée de Toliara*, radio Say, qui, bien que n'ayant guère fait l'objet d'une quelconque poursuite judiciaire, reste encore fermée voilà bientôt une année et demie. (D'après La Gazette du 18/10/05)

**Reporters sans Frontière - classement mondial 2005 de la liberté de la presse :** RSF publie son quatrième classement mondial de la liberté de la presse. « *Des lois injustes et des gouvernements répressifs maintiennent à de mauvaises places des pays qui offrent pourtant un réel pluralisme de l'information. Il en est ainsi de Madagascar (97<sup>e</sup> sur 167 classés)* » (D'après Inf Radio du 20/10/05)

## 7 SYNDICALISME

**Exploitation de l'ilménite : quid de l'intérêt national ?** Le dossier QMM refait surface à la suite d'une interpellation du *syndicat malgache Fisema*. De tendance nationaliste, le syndicat interpelle Jacques Sylla et à la société QMM sur 3 points fondamentaux : instauration d'une politique favorisant *l'accessibilité des jeunes malgaches à la formation technique* pour intégrer les emplois offerts par Rio Tinto ; *mise en place de mesures pour assurer l'équité d'accès aux emplois* et un salaire identique à travail égal pour tout travailleur étranger ou malgache ; mise sur pied d'un comité de suivi pour *minimiser les impacts du projet* (conflits, accidents, destruction de l'environnement). Car, pour le Fisema, la richesse se partage équitablement sinon *une nouvelle forme de néo-colonialisme économique* gagne du terrain. (D'après La Gazette du 03/10/05)

**Secteur textile - Les employés des zones franches forment un syndicat :** une petite révolution. Les employés des entreprises franches se regroupent pour faire entendre leur voix. Avec *l'appui de l'organisation syndicale ITGLW, d'envergure internationale et basée aux Etats-Unis*, ils ont décidé de créer le Syndicat textile de Madagascar (STM), réunissant les travailleurs issus des industries textiles du pays. En intégrant l'ITGLW, les travailleurs malgaches *se dotent d'un soutien international*, avec des moyens de pression plus

importants. *Les entreprises franches sises à Madagascar sont réputées pour maltraiter leurs employés.* Les conditions de travail sont souvent dangereuses et insalubres, le dépassement des horaires de travail est légion, ainsi que les salaires extrêmement bas. (D'après L'Express et La Gazette du 15/10/05)

## 8 ECONOMIE

### 8.1 Banque mondiale, FMI, BAD, ECOSOC

**Mauvais environnement des affaires : le développement du secteur privé reste affecté.** Le développement du secteur privé à Madagascar reste encore affecté par l'environnement des affaires et notamment le manque d'infrastructures de base, le coût élevé des facteurs de production, le manque de financement à moyen et long terme ainsi que la faiblesse de la capacité institutionnelle du secteur bancaire et celle du cadre juridique. *La Banque mondiale calcule, pour chaque pays, un indice (Ease of Doing Business Index), qui mesure le caractère favorable de l'environnement des affaires, selon 7 critères principaux* (le démarrage d'une affaire, la facilité d'embauche et de licenciement, l'enregistrement, l'obtention du crédit, la protection des investisseurs, l'exécution des contrats, et la cessation d'une activité), les valeurs les plus élevées indiquant une meilleure protection des droits des investisseurs. Les résultats préliminaires, pour 2005, indiquent que cet indice se situait à **15,4 pour Madagascar** (30,5 pour le Botswana, et 28,3 pour la Tunisie). (D'après La Gazette du 01/10/05)

**Appui au développement - La Banque mondiale en inspection :** après le rapport plutôt pessimiste du FMI, une autre "mise au point" est attendue la semaine. La Banque mondiale, principal partenaire financier de l'Etat malgache, effectuera son état des lieux, une revue du programme pays Madagascar -Banque mondiale. Cette revue sera l'occasion de lever les doutes ou d'avoir des certitudes sur des informations qui circulent depuis quelque temps concernant l'avenir de certains projets financés par la BM. (D'après L'Express du 07/10/05)

**Aveu d'échec du gouvernement - les projets de la Banque mondiale sans impact :** ni le montant exorbitant des fonds alloués ni le nombre de projets mis en œuvre par la Banque mondiale ne sont, pour l'instant, près de venir à bout d'une pauvreté de plus en plus persistante à Madagascar. "Malgré les efforts entrepris, les impacts ne semblent pas être perceptibles au niveau de la population". C'est l'aveu d'Andriamparany Radavidson, ministre de l'Economie, des Finances et du Budget. La Banque fait état d'un portefeuille de un milliard dollars pour l'Ile dont près de 400 millions sont déjà débloqués. **Un chiffre effarant mais dont les résultats font l'unanimité des intervenants : les impacts restent invisibles sur le terrain.** "C'est un constat amer mais qui nous pousse à aller de l'avant pour améliorer nos actions", affirme James Bond, directeur des opérations de la BM à Madagascar. C'est pour pallier ces problèmes que cette institution a initié une revue de programme pays. Elle consiste à évaluer formellement les activités financées par la Banque. Elle se tient chaque année et son but est d'assurer que le programme de la BM se concentre effectivement sur la réalisation des objectifs de développement du pays. Le directeur des opérations n'a livré aucune information concernant la suite des programmes. (D'après L'Express du 11/10/05)

**« James Bond déçu par les journalistes » :** il a envoyé à chaque Rédaction une « précision » corrigeant la perception des journalistes sur la revue des programmes de la Banque Mondiale à Madagascar. Mais il a aussi fait part au président de la République de sa « déception » quant à la manière dont certains journalistes ont traité une telle revue. Pour sa part, **le Chef de l'Etat a souhaité que Madagascar puisse avoir des journalistes professionnels dignes de ce nom** et a réitéré sa volonté de contribuer aux initiatives liées à une formation allant dans ce sens. (D'après Midi du 14/10/05)

*James Bond a le droit d'être déçu de ne s'être pas vu lancer des fleurs.* La population doit l'être davantage *après 20 ans de régime sous sérum Banque mondiale sans espoir de guérison.* Les projets n'auront jamais d'impacts quand ils s'apparentent à des placements d'un impitoyable usurier qui peut se permettre le luxe d'annuler les dettes quand les capitaux ont été payés. (D'après L'Express du 15/10/05)

**Projets routiers - La Banque mondiale sanctionne Madagascar :** c'est l'une des informations capitales sorties de la rencontre avec la presse, organisée par la Banque mondiale. Selon James Bond, directeur des opérations, c'est la conséquence directe du retard pris par le projet routier du temps de l'ancienne vice-primature. Les efforts entrepris par les autorités par la suite n'ont pas suffi à le rattraper. (D'après L'Express du 19/10/05)

**FMI-Madagascar : menace de rupture.** *Le FMI ne se laissera plus berné par les autorités malgaches* et s'il continue d'assister le pays, les conditionnalités et la surveillance seront plus sévères que jamais. Tel est le message fort contenu dans le document d'évaluation des interventions du Fonds de 1988 à 2004, c'est-à-dire depuis le début du programme d'ajustement structurel jusqu'au déblocage du dernier crédit alloué dans le cadre de la FRCP (facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance). Ce nouveau rapport a été publié le lendemain de la revue du portefeuille de la Banque mondiale qui a nourri des commentaires tels dans la presse que James Bond s'est plaint auprès du Président de la République. (D'après La Gazette du 14/10/05)

**Nations unies - Madagascar à l'ECOSOC :** notre pays a obtenu 184 voix sur 188, dépassant ainsi, et de loin, la majorité requise de 126 voix. Sa candidature a été endossée et soutenue par le Groupe des Etats africains à l'ONU. Cinq sièges ont été pourvus pour le quota africain. Ont été élus au côté de Madagascar, l'Angola, le Bénin, la Mauritanie et la Guinée-Bissau. Les nouveaux élus siégeront à l'ECOSOC à partir du 1er janvier prochain. (D'après L'Express du 21/10/05)

## **8.2 Crise budgétaire, annulations de crédits**

**L'ancien vice-Premier Ministre Razafimahaleo révèle - probable 2e annulation de crédit :** *"On s'attend à une autre annulation de crédits au niveau du budget suite aux résultats de la mission du FMI qui vient de se terminer"*. Le gouvernement a déjà annulé il y a quelques temps près de 25% du budget de plusieurs ministères jugés non prioritaires. *L'absence de rentrée d'argent dans les caisses de l'Etat* justifierait la nouvelle annulation des crédits, souligne l'ancien vice-PM. *« La société appartenant au Président de la République traîne, par exemple, les pieds pour rembourser les quelques centaines de milliards revenant à l'Etat dans l'opération riz »*, continue-t-il. *"Les crédits prévus par l'IDA, filiale de la Banque mondiale, pourront également être revus à la baisse pour la période 2006-2008"*. Les raisons de cette nouvelle décision se rapportent à *"l'insatisfaction dans la gestion des crédits"*. Du côté de la Banque mondiale, c'est aussi la prudence. C'est le programme de développement *"rapide et durable"* du gouvernement qui va en souffrir. (D'après L'Express du 17/10/05)

## **8.3 Bailleurs de fonds, coopération**

**Le pays a bénéficié d'importants fonds de ses « Amis » en 2002. Les résultats ne sont pas à la hauteur des promesses. L'heure du bilan a sonné ! En 2002, Madagascar a bénéficié de 2,477 milliards de dollars de ses « Amis ». Dont une bonne moitié avait été obtenue par le**

gouvernement précédent. Le reste était des promesses de dons. Les «Amis» en question étaient les pays occidentaux avec le Japon, la Russie et la Chine ainsi que les bailleurs de fonds multilatéraux : le FMI, la Banque mondiale, l'UE, la BAD, la BADEA. Leur décision d'épauler la Grande Ile a été motivée par *la ferme volonté de retour à la normale des dirigeants malgaches en terme politique* (bonne gouvernance, Etat de droit) et de mise en place d'un programme économique volontariste. Les uns après les autres, les bailleurs, bis et multilatéraux, ont alors semblé ouvrir le robinet. *Devant les résultats mitigés enregistrés, des questions se posent.* Les bailleurs eux-mêmes ne sont plus unanimes sur le comportement à adopter vis-à-vis du pouvoir, ils se montrent prudents et réservés, voire tatillons. Le FMI, la Banque mondiale, la BAD ont repoussé à l'année prochaine des décaissements prévus cette année. *La transparence a manqué de part et d'autre* dans la gestion de ces fonds, dont on ignore l'affectation exacte. *3 ans après la conférence des «Amis de Madagascar», l'heure du premier bilan a sonné.* (D'après Midi du 03/10/05)

**Vers un appui budgétaire direct harmonisé.** Un document-cadre de partenariat a été signé avec la BAD. Les partenaires de Madagascar, dont la Banque Mondiale, le FMI, L'UE et la France, se sont engagés à procéder à *cette nouvelle forme d'assistance* au pays en vue de réduire la pauvreté. La BAD vient de s'associer aux engagements des autres bailleurs de fonds. *L'Etat devient le seul maître à bord de l'utilisation de ces appuis budgétaires.* (D'après Midi du 18/10/05)

**Union Européenne : Louis Michel, très positif pour Madagascar.** Le Commissaire Louis Michel a exprimé sa *satisfaction sur la performance de Madagascar* constatée lors de la revue à mi-parcours des programmes financés par le 9ème FED, ayant permis à Madagascar de bénéficier d'une allocation supplémentaire de 133 millions Euros. *Les besoins sont importants, tant en termes d'objectifs que de moyens.* La coopération devrait être *élargie à d'autres domaines*, tels que l'éducation, le développement de la Capitale. (D'après Midi du 25/10/05)

## 8.4 Investissements étrangers

**Investisseurs européens sur la réserve contre investisseurs chinois offensifs :** Y a-t-il une différence de perception entre les opérateurs européens et ceux des autres nationalités ? La question se pose quand on constate la réticence des investisseurs européens à venir à Madagascar. *Réticence motivée par les mauvaises performances de notre pays en matière de politique d'incitation aux investissements étrangers.* Mais cette réticence n'est visiblement pas valable pour d'autres investisseurs, en particulier les Chinois qui effectuent actuellement une offensive de charme et se montrent très offensifs. (D'après Midi du 04/10/05)

**Un projet gigantesque de mine de nickel et de cobalt :** avec un potentiel de production représentant 5 % et 10 % de la production mondiale, respectivement pour le nickel et le cobalt, le projet Ambatovy est *un des plus grands projets de ce genre en Afrique.* Le projet repose sur un partenariat de trois compagnies : Dynactec Corporation (Canada), Impala Platinum Holding Limited (Afrique du Sud) et Sumitomo Corporation (Japon). La durée de la production est de 27 ans. La phase de construction s'étalera entre 2005 et 2006 et le *démarrage effectif est prévu en 2008.* Pendant la phase de construction, le projet recrutera 450 personnes dans les mines, plusieurs milliers pour le pipeline et près de 5 000 pour le parc résidu et l'usine. 400 travailleurs permanents embauchés pour les mines, 370 pour l'usine et 51 pour les services administratifs seront embauchés pendant la phase d'opération. (D'après Les Nouvelles du 03/10/05)



**Pierres précieuses - La prospection de diamant au stade final. Des gemmes d'une grande valeur se cachent sous nos terres.** Il ne reste plus que la confirmation. Tous les signes précurseurs annonçant l'existence du diamant à Madagascar sont désormais réunis. La question est maintenant de savoir *si la découverte du diamant sera le déclencheur du miracle économique* tant attendu à Madagascar. Des contacts avec de grosses pointures comme De Beers ou bien Diamond field seraient déjà établis. Mais il est également possible que le gisement fasse l'objet d'une mise en vente par voie de bourse. Il y aura des impacts au niveau de l'économie surtout au niveau des caisses de l'Etat, mais *il n'y aura probablement pas de miracle pour la vie quotidienne de la population.* (D'après L'Express du 08/10/05)

## **8.5 Crise du riz**

**Coût de la vie - Le riz résiste à l'inflation : l'importation massive de riz semble faire son effet sur les prix.** Le prix du riz reste relativement stable sur le marché local. Mieux, une légère baisse a même été constatée. Contrairement aux craintes de la population, ce produit semble pour l'instant être le seul à résister à la tendance haussière des PPN. Les autorités du pays ont évoqué l'existence de spéculateurs et ont promis des mesures de répressions. La stabilité, même relative, signifie que *les mesures prises ont porté leurs fruits.* Mais à l'approche de la période de soudure et des cyclones, le pays n'est pas encore sorti de l'auberge. (D'après L'Express du 06/10/05)

**Les prix risquent de connaître un bond : la fermeté des prix sur le marché international risque d'augmenter les coûts des importations** et donc des prix du riz sur le marché local, notamment pour la période de soudure qui approche. Certes, Madagascar ne figure plus sur la liste des pays confrontés à une crise alimentaire comme c'était le cas en 2004 pour la même période, mais selon les données de la FAO, la fermeté des cours du riz sur le marché international pourrait perdurer pour les prochains mois. (D'après La Gazette du 25/10/05)

## **8.6 Problèmes énergétiques et crise de la Jirama**

**Délestages : une idée... éclairante.** Le directeur des Ventes de la Jirama sort l'idée des ampoules à basse consommation pour régler la question des délestages dans la capitale. La Jirama semble privilégier actuellement une autre forme de délestage : au lieu de plonger dans le noir des quartiers entiers, elle réduit la quantité d'électricité livrée. Les ampoules s'allument mais ne produisent qu'une faible lumière qui ne permet pas la lecture, tandis que les images de la télé ondulent... (D'après La Gazette du 08/10/05)

**Jirama : coupure totale à craindre.** Les délestages feront bientôt partie du passé. En effet, il y a de très fortes chances pour que la coupure totale d'électricité vienne remplacer les délestages. Et ce scénario du pire pourrait se réaliser vers la fin du mois, car *l'approvisionnement en carburants de la Jirama n'est plus assuré au-delà d'octobre.* Les 8 000 tonnes de carburants achetées sur les 5 millions de dollars alloués par la Banque mondiale, sont en train de s'épuiser alors que la Jirama est dans l'impossibilité de passer une nouvelle commande. La compagnie n'a *pas la trésorerie* nécessaire et *l'échec de la conférence des créanciers* lui interdit de nouveaux concours auprès des compagnies pétrolières. Enfin, *les banquiers ne feraient plus confiance à cette société d'Etat* après notamment un problème d'échéance sur la dernière lettre de crédit. (D'après La Gazette du 10/10/05)

**La Jirama ne sera pas privatisée !»** Alors que la Jirama faisait toujours partie de la liste des sociétés d'Etat à privatiser selon un processus établi en accord avec les bailleurs de fonds et

selon une politique de libéralisation suivie depuis des années, le président de la République vient de se prononcer en dénonçant « *une politique orchestrée par une minorité de personnes tendant à une privatisation intéressée de la Jirama* » Selon le Chef de l'Etat, c'est la raison pour laquelle le problème des délestages reste non résolu. Le Chef de l'Etat semble indiquer que quelle qu'en soit la conséquence au niveau international, sa décision reste définitive, *quitte à compromettre certains financements et certains partenariats*. Dans la série de dénonciations, Marc Ravalomanana de révéler que des individus au sein même de la Jirama s'adonnent au *trafic d'électricité et de carburants*. Une grande lessive vient d'être opérée par le gouvernement au sein de la société Jirama. (D'après Midi et L'Express du 15/10/05)

**La non-privatisation n'est pas un problème pour la Banque Mondiale :** « *Vers la fin des années 90, nous avons enterré deux notions : l'ajustement structurel et les conditionnalités* » C'est en ces termes qu'indirectement, le Directeur des Opérations de la Banque Mondiale, James Bond, a répondu aux questions de la position de la Banque Mondiale sur la déclaration du Président Ravalomanana concernant son refus catégorique de privatiser la Jirama. Même dans ce cas, la Banque Mondiale est prête à lui apporter un appui, sauf les cas des actions non conformes aux objectifs de l'institution. Toutefois, James Bond a tenu à souligner que son département a apporté son appui financier pour faire l'investissement nécessaire pour le redressement de l'entreprise. Ce qui signifie que la Banque ne donne pas son argent pour acheter du carburant. En attendant, les usagers et les entreprises continuent de souffrir énormément du délestage. **Un délestage qui ne prendrait fin que vers fin 2006.** C'est-à-dire à la veille des élections présidentielles. (D'après Midi du 19/10/05)

**Production d'énergie : les opérateurs russes débarquent.** Le contexte actuel sur le marché de la production énergétique malgache pourrait connaître une nouvelle donne avec la venue dans le pays d'opérateurs russes qui sont bel et bien décidés à investir dans le domaine. (D'après La Gazette du 26/10/05)

**150% de hausse de l'électricité - opération sauvetage à la Jirama :** La fin annoncée du délestage est remise à une date indéterminée. La nouvelle révision des tarifs de la Jirama est imminente. Les syndicats des employés de la Jirama ont aussi plaidé devant la presse de l'urgence d'une révision de tarifs dans le plus bref délai. Une augmentation allant jusqu'à 150% a été évoquée pour réajuster des prix qui n'ont pas bougé depuis 2001. « *Une entreprise, quel que soit son statut, ne peut pas survivre à une vente à perte qui a duré depuis cinq ans* », insiste le président du syndicat des employés. Dès sa prise de fonction officielle au début du mois d'avril, l'envoyé de Lahmeyer International a déjà évoqué une révision de tarifs avoisinant les 150 %. (D'après L'Express du 27/10/05)

## **8.7 Intégration régionale, COMESA. COI**

**Pays membres du COMESA : l'union douanière sera effective en 2008 entre les 20 pays membres.** Dans le processus d'application de l'union douanière, certains pays ont déjà pris des dispositions. *L'union douanière de la SADC tombe également à la même période* et il importe d'harmoniser le système en fonction des priorités de chaque pays. (D'après La Gazette du 25/10/05)

**L'UE octroie 30 millions d'Euros pour le COMESA** pour soutenir les programmes d'intégration régionale du COMESA en particulier la consolidation et l'expansion de la Zone de libre échange (ZLE) et la création de la future union douanière en 2008. (D'après La Gazette du 26/10/05)

### **Coopération inter-îles - Une vitrine et un forum pour l'intégration économique régionale.**

La Chambre de commerce, d'industrie, d'artisanat et d'agriculture d'Antananarivo (CCIAAA) a lancé l'idée d'une rencontre sur l'intégration régionale, baptisée Forum économique des îles de l'océan Indien (FEIOI), qui se tiendra les 26 et 27 octobre. Les Comores, La Réunion, Maurice et Mayotte sont des partenaires "naturels", mais *dont les relations n'ont jamais vraiment dépassé la dimension diplomatique*. C'est le régime Ravalomanana qui a affiché une forte volonté d'aller vers ses alliés régionaux. Depuis 2002, les rencontres entre dirigeants et entre opérateurs se sont multipliées. Pour *surmonter le défi d'une mondialisation* de plus en plus menaçante, et pour contrer les "réflexes protectionnistes" des grands pays riches, l'idée d'une coopération régionale devient de plus en plus évidente. *Plus de 300 exposants, en quête de coopération, y prendront part.* (D'après L'Express du 26/10/05)

**Océan indien : circulation de malfaiteurs et trafics divers.** Une quarantaine de responsables de la sécurité des pays membres de la COI se sont réunis à Madagascar, avec pour objectif de discuter des possibilités d'améliorer la gestion de la sécurité dans la région. Cette rencontre fait suite aux décisions prises lors du dernier sommet de la COI. Il s'agit notamment de lutter contre des trafics de narcotics, d'armes, *d'êtres humains*, mais également d'exploitation abusive des ressources halieutiques. L'Océan Indien est aussi devenu un *lieu de transit du terrorisme*, d'où son importance stratégique. (D'après Midi du 29/10/05)

**Le problème récurrent des visas pour La Réunion :** après 30 ans d'existence de la COI, on n'a toujours pas résolu ce problème. Problème récurrent, *l'obtention de visas vers la Réunion relève du défi et de l'arbitraire pour les Malgaches*, du fait que la zone d'échanges se situe hors espace Schengen. Au-delà des heures d'attente à l'ambassade de France et de la multitude d'informations à fournir (assurances, certificats d'hébergement...), *l'octroi du sésame est aléatoire et son refus non motivé, donc sans recours*. Pour un chef d'entreprise réunionnais, "on se bat au quotidien avec nos institutions pour résoudre ce problème et faciliter les échanges dans la zone, mais il relève des pouvoirs publics et non des entreprises. L'Etat doit prendre conscience que les problèmes de visas entraînent des répercussions sur l'économie réunionnaise. Quand des chefs d'entreprise malgaches ou mauriciens sont refoulés à la douane, ce sont aussi nos affaires qui en pâtissent." (D'après Clicano Réunion du 31/10/05)

## **8.8 Situation économique, conjoncture, développement**

**Taux de croissance revu à la baisse, reprise de l'inflation :** l'INSTAT a publié les chiffres de la situation économique du pays durant le premier semestre 2005. Les indicateurs soulignent une *stagnation de la croissance* dans tous les secteurs. Seul le secteur touristique se situe dans une phase ascendante. Au final, *le taux de croissance de cette année a été révisé à la baisse*. Les 6,4 % prévus sont ramenés à 5,1 %. La Jirama a aussi eu sa part de responsabilité. *La défaillance de l'énergie* est citée comme une des charges qui ont plombé la croissance économique. Sa production ne suit pas la demande, la capacité de production de la Jirama n'ayant connu aucune évolution depuis 5 ans. *Les exportations des entreprises franches ont connu un recul* de 24 % par rapport à 2004 tandis que *la vanille rencontre de graves problèmes* sur le marché mondial. Alors que l'ariary résiste assez bien, *l'inflation a repris à partir du mois de juillet*, portant un sérieux coup à la consommation. Et l'administration semble être encore loin du compte dans ses efforts pour *réduire les dépenses publiques*. Une augmentation de 20% a été constatée par rapport à l'année dernière. (D'après L'Express du 05/10/05)

**L'ariary déprécié - crainte d'une nouvelle crise monétaire** : après plus d'un an de quasi stabilité, l'ariary amorce un glissement assez perceptible. La situation est la résultante de tout un ensemble de circonstances plus ou moins structurelles et conjoncturelles. *"La faiblesse de l'économie en est la principale raison"*, précise-t-on. L'inflation galopante commence à atteindre tous les secteurs commerciaux. *La hausse de prix se généralise au niveau de la consommation* et le gouvernement est en train de perdre son pari. La crainte de la population est plus que justifiée. (D'après L'Express du 29/10/05)

**Hydrocarbures - Hausse subite du prix à la pompe.** C'est la première fois, depuis la privatisation du secteur pétrolier, que deux changements de prix se produisent en un mois. Cette nouvelle hausse *tombe à un moment critique de la vie économique du pays*. L'inflation subit un sérieux coup d'accélérateur. Face à une menace d'augmentation du coût de l'énergie et éventuellement du ciment dans les prochains jours, *la situation pourrait devenir explosive*. (D'après L'Express du 25/10/05)

Nous ne sommes plus loin du prix appliqué actuellement en France qui est de 1,21 €/litre (2845 Ar). Pour un smicard parisien qui touche environ 1,4 millions Ar par mois, cela est déjà insupportable ; et que dire alors du Malgache qui perçoit en moyenne 90 000 Ar ? La Jirama, avec ce prix actuel du gasoil et la cherté des devises étrangères, pourrait, dit-on, décréter en décembre un service minimum, voire une coupure totale de l'électricité. (D'après La Gazette du 25/10/05)

Les taxes et les redevances pétrolières représentent 25 % dans la structure des prix du carburant : la baisse de la consommation de carburant l'a emporté sur la hausse des prix, ce qui se traduit pour l'Etat par une chute de 20% de ses rentrées fiscales. (D'après La Gazette du 25/10/05)

**Pétrole cher : l'Etat jubile ! Madagascar s'attend à produire du pétrole brut dans 3 ou 4 ans.** La déclaration est d'Elysé Razaka, le directeur général d'OMNIS. Dans un premier temps, les gisements situés dans l'Ouest en mer et à l'intérieur du pays mais aussi dans le Sud pourraient donner 60 000 barils jour. Tout dépend toutefois du cours du pétrole. S'il continue à monter, les compagnies pétrolières peuvent commencer à produire plus tôt. Elysé Razaka y croit plus que jamais en supposant d'ores et déjà que si « nous obtenons 100 000 barils jour à 60 dollars, c'est 6 millions de dollars par jour dont une grande partie revient à Madagascar ». *"Comparez cela à 20 millions de dollars par an que le gouvernement s'attend de l'exploitation des sables ilménites par Rio Tinto"* (D'après La Gazette du 01/10/05)

**Microfinance : CECAM. Les greniers communaux inter-villageois se multiplient.** En cette année 2005, déclarée année de la microfinance, l'objectif principal est de faire accéder le plus grand nombre à la microfinance en zone rural, y compris les plus démunis. Dans le monde rural, en particulier, la CECAM (caisse d'épargne et de crédit agricole mutualiste) est l'une des institutions de microfinance. Créée il y a 12 ans, son réseau est présent dans les différentes parties du pays et compte 80.000 membres. *11 formes de crédit sont disponibles auprès de la CECAM* où sont priorisés les projets pour *l'amélioration et l'extension de la production agricole*. Il s'agit, en effet de la construction des greniers communautaires, l'achat d'engrais et d'équipements agricoles. Des crédits de dépannage peuvent être octroyés aux membres du réseau en cas de maladie ou de besoins sociaux, telle la rentrée scolaire. (D'après Tribune du 01/10/05)

**Agroalimentaire : Tiko investit 44,5 milliards Ar.** Vu sa situation de quasi-monopole dans divers secteurs, notamment dans l'agroalimentaire, ce groupe, créé par Marc Ravalomanana, peut tout se permettre. Jusqu'à pouvoir aisément bénéficier des largesses des banques. De toute manière, quelle banque oserait refuser à un chef d'Etat ? Profitant de son statut

(président de la République), M. Ravalomanana, au nom de Tiko, décide désormais de ratisser large. Ainsi, le groupe Tiko a sollicité un pool de banques (BOA, BFV-SG, BMOI et BNI-CL) afin de financer ses projets d'investissement d'un montant de 44,5 milliards Ar. Le groupe va construire une importante *minoterie*, ainsi qu'une *usine de fabrication de beurre et de margarine et une grande rizerie*. D'après nos informations, le *chef de l'Etat figure bel et bien à la tête du groupe Tiko* (Tiko SA, Top SA, Tiko Agri, Alma, MBS, Tia Sarl, Iko Sarl, Magro, Top Sarl, Transmaika), aux côtés de son épouse et de sa fille Sarah. Ses deux fils, Josoa et Tojo sont légèrement en retrait bien que détenant des actions parmi ces filiales. (D'après La Gazette du 05/10/05)

**Plus de 72% de la population en dessous du seuil de pauvreté** mais le taux serait en baisse de 8,6 points depuis 2002, année de la crise politique. Cette information livrée par l'INSTAT n'est encore que provisoire. Les ruraux ont enregistré une baisse plus forte (9,1 points). Ainsi, l'incidence de la pauvreté en milieu rural retrouve pratiquement son niveau de 2001. Mais *par rapport à l'indice de pauvreté en 2001, celui de 2004 serait en hausse de 2,5 points*. Quant à la perception des ménages sur leurs conditions de vie, un peu moins de *8 ménages sur 10 déclarent éprouver des difficultés*. (D'après Midi du 22/10/05)

**Emploi : près de 78% des actifs étaient dans l'informel en 2004**. La contribution du secteur informel représente à la fois un atout pour le pays dans la mesure où il constitue un moyen pour la grande majorité d'échapper au chômage et d'avoir une source de revenu mais lèse aussi l'économie du pays par la fuite importante de revenus pour l'Etat ainsi que par sa concurrence déloyale aux entreprises du secteur formel. (D'après La Gazette du 24/10/05)

## 9 MENACES SUR L'ENVIRONNEMENT

**18,5 millions de dollars par mois pour les produits pétroliers** : pourtant ces produits ne représentent que *14% de la consommation d'énergie du pays*. Le charbon de bois, le gaz des pauvres, occupe la première place avec une proportion de 82%. La crise mondiale de l'énergie a mis en péril toutes les économies du monde, y comprise celle de Madagascar. L'utilisation des autres sources d'énergie, dont le bois de chauffage et le charbon de bois, portent atteinte à l'environnement. Pourtant, *le pays regorge de sources d'énergie inépuisables*. (D'après Midi du 15/10/05)

## 10 SANTE PUBLIQUE

**Le faible taux de prévalence contraceptive (TPC) contribue à la croissance démographique** : le TPC à Madagascar est *encore bas par rapport au taux mondial* : le pays est classé 13ème sur 20 pays africains. Le taux d'utilisation de la contraception a connu une légère hausse, passant de 18% en 1997 à 27% en 2003 en milieu urbain et de 7% à 16% en milieu rural. 49% des femmes n'utilisent pas de méthode contraceptive, 24% ne sont pas du tout satisfaites des effets de la contraception, 9% utilisent les méthodes traditionnelles et 18% pratiquent les méthodes modernes. L'utilisation de la contraception constitue *un élément indispensable pour maîtriser la croissance démographique*. Ce qui *remet en cause l'atteinte des objectifs fixés* au niveau mondial (le pourcentage de femmes utilisant les méthodes contraceptives, 20% en 2000, doit être de 35% en 2010 et 51% en 2020) tant que les produits contraceptifs de qualité ne sont pas accessibles à chaque individu. Le nombre d'habitants à Madagascar a presque quadruplé en 50 ans, en passant de 4,2 millions en 1950 à 16 millions en 2000 et est estimé à 17,4 millions en mi-2003, augmentant ainsi d'un demi-million par an. (D'après Les Nouvelles et Jeune Afrique du 04/10/05)

**Avortement : un business lucratif.** Le fléau est particulièrement notable chez les *adolescentes sans instruction*. Les tarifs varient de 2 000Ar à 160 000Ar, selon le centre de santé ou l'âge du fœtus. On constate que le nombre de jeunes femmes qui pratiquent l'IVG ne cesse de s'accroître, et *la tranche d'âge baisse de plus en plus*. En effet des adolescentes de 13, 14 ans ne cachent pas qu'elles l'ont fait et en sont mêmes fières. A Madagascar, *la mortalité maternelle est due pour 40% aux avortements*. A part le recours aux médecins, les femmes utilisent parfois des méthodes peu orthodoxes. Les cabinets médicaux connaissent parfaitement les dangers que représente l'avortement mais l'attrait de l'argent est plus fort. (D'après La Gazette du 08/10/05)

**766 356 enfants à vacciner contre la polio :** C'est sous la houlette du ministre de la Santé et du planning familial, le Dr Jean-Louis Robinson, et des représentants de l'OMS, de l'Unicef et de l'Usaid, que la 2ème partie de la campagne Fav Polio 2005 a été lancée. Près de 766 356 enfants de 0 à cinq ans sont à immuniser contre la poliomyélite pour le second passage de cette campagne de organisée dans 27 districts de Madagascar début octobre. (D'après L'Express du 04/10/05)

**Taille des enfants : trop petits pour leur âge.** D'après le rapport de synthèse de l'enquête "démographie et santé", plus de 2 enfants sur 5, de moins de 3 ans, 45%, accusent un retard de croissance dont la moitié sous forme sévère. Parmi les enfants de moins de trois ans, 14% souffrent de malnutrition aiguë : ils sont amaigris. La prévalence de l'émaciation est particulièrement élevée chez ceux de 12 à 23 mois. Pour les 24 à 35 mois, âge à partir duquel le retard de croissance est difficile à rattraper, plus de la moitié des enfants (50%) sont trop petits pour leur âge. (D'après La Gazette du 08/10/05)

**Etat nutritionnel : les Malgaches minés par la sous-alimentation.** Comme les autres pays, Madagascar célébrera la Journée mondiale de l'alimentation le 16 octobre. *67% des Malgaches ne peuvent pas satisfaire leurs besoins énergétiques de 2.100 kcal/jour*. 56% consomment moins de 1.810 kcal/jour. Cette situation source de maladies, d'une baisse du rendement au travail et de la croissance économique. La malnutrition *peut enlever 2 à 3 points de cette croissance*. (D'après La Gazette du 08/10/05)

**Madagascar compte 6 millions de personnes sous-alimentées :** les classements faits par des organismes internationaux ne font pas honneur au pays. La carte de la faim dans le monde, un document publié par le PAM, place Madagascar *au bas du tableau* en figurant parmi les pays à sous-alimentation très élevée avec un *taux de plus de 35%* de population sous-alimentée. Il faut cependant noter que la carte de la faim a été établie sur la base des statistiques de 2000 - 2002. Et comme entretemps, Madagascar a reculé en termes d'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement, *le nombre des sous-alimentés a encore augmenté*. (D'après Midi du 17/10/05)

**42 % des enfants et 29% des femmes touchés par la carence en vitamine A :** elle constitue toujours *un des grands problèmes nutritionnels de santé publique dans notre pays*. Ainsi, pour mieux lutter contre la malnutrition, le ministère et ses partenaires encouragent la population et en particulier les groupes vulnérables à produire et à consommer des éléments riches en vitamine A. L'allaitement maternel est aussi recommandé. La carence en vitamine A représente un facteur de risque important de mortalité chez les enfants de moins de 5 ans. La 2e campagne de masse de supplémentation en vitamine A pour cette année 2005 vient d'être lancée. (D'après Tribune du 18/10/05)

**Le paludisme constitue la première cause de mortalité des enfants de moins de 5 ans :** le paludisme constitue encore un problème de santé publique dans la mesure où c'est la deuxième cause de la morbidité et première cause de mortalité des enfants. *Au cours de l'année 2003, on a enregistré de 1.400.000 à 2.300.000 de cas chez les moins de 5 ans. Environ 100.000 enfants meurent chaque année à Madagascar à cause du paludisme, de maladies diarrhéiques et d'infections respiratoires, exacerbés par la malnutrition. L'accès inadéquat au service de santé et l'environnement insalubre figurent parmi les principales causes de la maladie, touchant 36% des enfants. (D'après Les Nouvelles du 24/10/05)*

**640 000 femmes à immuniser contre le tétanos :** 640 000 femmes, issues de 19 districts, âgées de 15 à 49 ans, et celles qui viennent d'accoucher recevront les premières doses de vaccination antitétanique dans les centres de santé. Pour la représentante de l'Unicef, *"il est essentiel de redoubler les efforts pour que le taux de couverture atteigne au moins 90 %"*. L'élimination du tétanos néonatal constitue depuis cette année un des objectifs mondiaux. (D'après L'Express du 19/10/05)

**Filariose à Madagascar : à éradiquer d'ici 6 ans.** Le financement nécessaire à une mobilisation contre la maladie de la filariose est fin prêt. 6 grandes mobilisations seront lancées d'ici peu pour une campagne nationale. (D'après Tribune du 28/10/05)

**SIDA : 250 séropositifs sont maintenant traités par la trithérapie à Madagascar.** *Soit moins de 1% des personnes porteurs du virus du SIDA.* La *discrimination* sociale à l'égard des personnes séropositives également demeure le principal ennemi à abattre pour mener à bien la lutte. Cette *exclusion*, surtout en milieu médical, pourrait, en grande partie, expliquer la réticence des gens à se faire soigner ou dépister. En effet, par ignorance ou par crainte de la contamination dans le cadre de leur travail, certains membres du personnel de santé adoptent *des attitudes méprisantes vis-à-vis des séropositifs.* (D'après Midi du 10/10/05)

**Enfance et SIDA :** ces 5 dernières années à Madagascar, près de 13 000 enfants de moins de 14 ans ont succombé à des maladies liées au VIH, et *plus de 4 000 enfants naissent, chaque année, porteurs du virus.* En outre, 10 000 enfants de zéro à 14 ans sont actuellement contaminés. 80 000 enfants de 0 à 17 ans risquent de perdre un de leurs parents à cause de ce virus d'ici 2010. Ceci démontre que les enfants sont la face cachée du SIDA. (D'après L'Express du 26/10/05)

---

Au 31/10/2005, 1 euro = 2564 Ariary (cours pondéré)